

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Première Commission**12^e** séanceVendredi 14 octobre 2011, à 15 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Viinanen (Finlande)*La séance est ouverte à 15 h 10.*

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de passer au débat thématique, je donne la parole au Haut Représentant pour les affaires de désarmement, M. Sergio Duarte.

M. Duarte (Haut Représentant pour les affaires de désarmement) (*parle en anglais*) : J'ai été invité par le Secrétaire général à informer la Première Commission de la publication, aujourd'hui, au nom du Secrétaire général et des Gouvernements de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni et des États-Unis, auteurs de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, d'un communiqué de presse conjoint sur la nomination du facilitateur de la conférence de 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive. Le communiqué se lit comme suit :

« Conformément aux mesures concrètes adoptées par les parties à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, le Secrétaire général et les Gouvernements de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni et des États-Unis, en tant qu'auteurs de la résolution adoptée en 1995 dans le cadre du TNP sur le

Moyen-Orient, et qu'États dépositaires du Traité, sont heureux d'annoncer, en consultation avec les États de la région, la nomination de M. Jaakko Laajava, Sous-Secrétaire d'État et Ministre des affaires étrangères de la Finlande, aux fonctions de facilitateur, ainsi que la désignation de la Finlande comme État hôte de la conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient. »

Le Secrétaire général a demandé au facilitateur de venir à New York dès que possible afin d'entamer des consultations sur la question.

M. Al-Kuwari (Qatar) (*parle en arabe*) : Au nom du Groupe des États arabes, je tiens à remercier le Haut Représentant pour les affaires de désarmement, M. Sergio Duarte, de la déclaration qu'il vient de faire sur une question d'une grande importance pour le Groupe des États arabes, à savoir la tenue d'une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient, en accord avec le plan d'action adopté par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, et en particulier la section IV des conclusions et recommandations de la Conférence, qui est intitulée « Le Moyen-Orient, en particulier l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient ». Je tiens

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



également à exprimer nos remerciements au Secrétaire général pour les efforts qu'il déploie actuellement afin de parvenir à un consensus sur cette question importante, ainsi que pour les dispositions prises en vue de l'organisation de la conférence de 2012.

Parmi les résultats de la Conférence d'examen de 2010 figure l'adoption de mesures pratiques en vue de la mise en œuvre de la résolution adoptée à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires. La résolution de 1995 était une condition à la prorogation indéfinie du Traité, fixant des mesures spécifiques, et chargeant le Secrétaire général, en coordination avec les États dépositaires et les États de la région, de désigner l'État hôte et le facilitateur.

Le Secrétaire général, en coordination avec les États dépositaires et en consultation avec les États arabes, a désigné la Finlande comme pays d'accueil de la conférence de 2012, et nommé le facilitateur, à qui sera confiée la responsabilité des préparatifs de cette conférence.

Le Groupe des États arabes a clairement exprimé sa position sur la conférence dans un document remis hier au Secrétaire général par S. E. l'Ambassadeur du Qatar, en sa qualité de Président du Groupe des États arabes. Je tiens à souligner ici les éléments suivants concernant la position arabe.

Le Groupe des États arabes se félicite de la désignation de la Finlande comme État hôte de la conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient, à laquelle prendront part tous les États du Moyen-Orient, et de la nomination de M. Jaakko Laajava, de l'État hôte, comme facilitateur de la conférence. Le Groupe des États arabes attend avec intérêt de voir le Secrétaire général jouer un rôle important dans la préparation de la conférence, tel qui lui a été confié par la Conférence d'examen du TNP de 2010.

Le Groupe des États arabes est d'avis que cette conférence a compétence pour créer une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, tout en maintenant la progression qui, sur le fond comme sur le plan du calendrier, pourrait permettre d'aboutir à l'élimination totale de toutes les armes de destruction massive dans la région – nucléaires, chimiques et biologiques – conformément

à la partie du plan d'action adopté portant sur l'article VIII du Traité. Au lieu d'être une enceinte de discussion, la conférence doit donner des résultats concrets aux fins de la réalisation de cet objectif.

Le Groupe des États arabe espère que le facilitateur de la conférence de 2012 présentera un rapport objectif au cours de la première réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2015, et que la conférence de 2012 aura réalisé ses objectifs au moment où s'ouvrira la Conférence d'examen du TNP de 2015.

Pour finir, nous tenons à souligner combien il importe de fixer la date qui convient pour la conférence afin qu'elle n'interfère pas avec d'autres événements internationaux importants en 2012.

M^{me} Ries (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, du choix de la Finlande comme pays hôte de la conférence de 2012 consacrée à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Nous nous félicitons également de ce que le Secrétaire général ait annoncé la nomination du Sous-Secrétaire d'État finlandais, l'Ambassadeur Jaakko Laajava, en tant que facilitateur de la conférence. Nous avons pleinement confiance en la Finlande et en l'Ambassadeur Laajava.

Les États-Unis ont travaillé en étroite collaboration avec le Secrétaire général, la Russie et le Royaume-Uni. Les organisateurs ont convenu à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de désigner un pays d'accueil et un facilitateur afin de garantir la réussite de l'événement. Je suis bien entendu très heureuse de l'annonce faite aujourd'hui.

M. Vasiliev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie se félicite de l'annonce faite aujourd'hui et de la décision prise par le Secrétaire général selon laquelle la Finlande accueillera la conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Nous saluons également la nomination de l'Ambassadeur Jaakko Laajava comme coordonnateur des travaux.

Nous exprimons ici même notre gratitude aux États et représentants qui, tout au long du processus, ont exprimé leur volonté de diriger ce travail et d'accueillir la conférence.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma satisfaction et m'associer à la déclaration faite par le représentant du Qatar au nom des pays arabes. Je voudrais également indiquer que la Fédération de Russie est prête à apporter tout son concours aux représentants des pays amis pour que tous ces efforts et cette conférence soient couronnés de succès.

M. Pollard (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni voudrait se joindre aux autres orateurs pour saluer l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général de la nomination du pays hôte et du facilitateur de la conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous nous félicitons tout particulièrement que le Secrétaire général ait désigné la Finlande pour accueillir cette conférence. Nous avons pleine confiance dans les qualités de facilitateur de la conférence de M. Jaakko Laajava, Sous-Secrétaire d'État finlandais. M. Laajava est un diplomate chevronné et il est parfaitement qualifié pour mener les consultations avec les États du Moyen-Orient concernant l'ordre du jour et le mandat de la conférence. Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier la Finlande d'avoir accepté cette responsabilité et lui souhaiter plein succès.

En tant que coauteur de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, nous sommes très attachés au bon déroulement et au succès de la conférence en 2012 et assurons la Finlande et M. Laajava de notre plein soutien. Le Royaume-Uni est depuis longtemps favorable à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et il a participé activement aux négociations et aux consultations avec les pays de la région ayant conduit à l'annonce faite aujourd'hui.

La question de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient n'est pas que régionale, elle est aussi internationale et son règlement revêt une grande importance pour la stabilité et la sécurité du monde entier. Nous sommes fermement convaincus que l'objectif de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs est non seulement réalisable mais vital pour la paix et la sécurité à long terme de la région. Cependant, cela ne se fera pas du jour au lendemain ni sans l'engagement et l'appui de tous les États de la région.

Cette conférence représente la première étape d'un processus qui sera difficile. Toutefois, nous espérons qu'avec l'engagement total de tous les États de la région et de toute la communauté internationale, la conférence donnera aux États de la région l'occasion de discuter véritablement de ce sujet de la plus haute importance et de faire avancer les choses.

M^{me} Kelly (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande se félicite, elle aussi, vivement de l'annonce faite aujourd'hui de la nomination de l'Ambassadeur Laajava en tant que facilitateur et de la désignation de votre pays, la Finlande, Monsieur le Président, en tant que Gouvernement hôte de la conférence de 2012. Nous tenons à congratuler l'Ambassadeur Laajava et la Finlande à l'occasion de cette annonce.

Par ailleurs, nous saluons les efforts considérables consentis pour atteindre ce stade et le travail réalisé par le Secrétaire général et les trois coauteurs de la résolution de 1995. Aujourd'hui est un jour important dans le processus de mise en œuvre de la résolution de 1995. L'Irlande mettra tout en œuvre, en coordination avec ses partenaires de l'Union européenne et d'ailleurs, pour appuyer ce processus. Nous souhaitons plein succès à la Finlande et à l'Ambassadeur Laajava.

M. Lusiński (Pologne) (*parle en anglais*) : Au nom de la Pologne, qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne, je voudrais me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour féliciter l'un de nos États membres, la Finlande. Je voudrais me faire l'écho de la satisfaction exprimée par M^{me} Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne, suite à l'annonce par le Secrétaire général du nom du facilitateur et du Gouvernement hôte de la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Je tiens à dire combien nous sommes heureux que la Finlande ait proposé d'accueillir cette conférence de 2012 et à féliciter le Sous-Secrétaire d'État Jaako Laajava de sa nomination en tant que facilitateur. Cette annonce aujourd'hui fait suite à la mission que le Document final [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)] de la huitième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a confiée au Secrétaire général et aux coauteurs relativement à la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

L'Union européenne a toujours pleinement défendu la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région. Dans le sillage de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue en juillet dernier, l'Union européenne a organisé à Bruxelles un séminaire très productif qui a rassemblé toutes les parties de la région. L'Union européenne entend poursuivre son engagement de longue date en faveur de cette question et assure le Secrétaire général, le facilitateur Jaako Laajava et le Gouvernement finlandais de son plein appui à ce processus.

M. Najafi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : L'Iran, en tant que premier pays à avoir, dès 1974, lancé l'idée de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, attache beaucoup d'importance à cette question. Ma délégation prend note de l'annonce faite par le Secrétaire général de la nomination du facilitateur et de la désignation du pays hôte. J'exposerai plus en détail la position de ma délégation sur la conférence de 2012 sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient pendant le débat thématique sur les questions régionales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour donner lecture d'un message de S. E. M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande.

« C'est un honneur pour la Finlande d'assumer le rôle de pays hôte et de facilitateur de la conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous allons maintenant nous atteler à la tâche avec la plus grande énergie et remplis d'humilité face aux défis qui nous attendent, mais en même temps convaincus que chacun comprend l'importance de cet objectif de longue date.

En 1995, la résolution adoptée par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a fixé l'objectif ambitieux de créer une telle zone. La Conférence d'examen de 2010 fut une nouvelle occasion d'avancer sur cette question, qui concerne la sécurité de l'ensemble de la région.

Nous sommes conscients que la tâche qui nous attend n'est pas facile, mais elle est très importante. Il est impératif que toutes les parties prenantes dialoguent et coopèrent dans un climat constructif. J'espère que les pays de la région se réuniront pour un tel dialogue. Je suis convaincu que les consultations menées par le facilitateur constitueront un point de départ utile.

Je tiens à exprimer un appui sans réserve au Sous-Secrétaire d'État, M. Jaakko Laajava dans cette tâche. Je suis heureux que la Finlande jouisse de la confiance du Secrétaire général et des coauteurs de la résolution de 1995, ainsi que des autres États Membres.

L'établissement d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient constituerait une grande contribution au désarmement et à la non-prolifération, ainsi qu'à la sécurité régionale et mondiale. Il nous incombe désormais à tous de mener cette tâche à bien. »

Points 87 à 106 de l'ordre du jour (*suite*)

Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution soumis au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant procéder au débat thématique prévu. Premièrement, je rappelle à toutes les délégations que la date limite de présentation des projets de résolution et de décision est fixée à 15 heures aujourd'hui. La date limite est passée il y a quelques minutes, et j'espère que toutes les délégations intéressées ont été en mesure de la respecter. Pour les délégations qui souhaitent se porter coauteurs de projets de résolution, je précise que le Secrétariat disposera, cet après-midi, de listes de parrainage pour signature dans la salle de conférence.

Nous allons maintenant poursuivre notre débat thématique sur la question des armes nucléaires, notamment la présentation de projets de résolution.

M. Gómez Camacho (Mexique) (*parle en espagnol*) : Avant de m'acquitter de mon devoir et, au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, de prononcer notre déclaration conjointe, qu'il me soit permis de remercier notre éminent ami, le Haut-Représentant du Secrétaire général, M. Sergio Duarte,

pour les nouvelles extraordinaires qu'il a partagées avec nous, et d'exprimer notre reconnaissance au Gouvernement finlandais et à l'Ambassadeur Laajava pour l'immense responsabilité qu'ils ont assumée. Nous leur souhaitons un plein succès dans cette entreprise.

Je vais maintenant faire une déclaration au nom de mes amis, les Ambassadeurs de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

(l'orateur poursuit en anglais)

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de mon propre pays, le Mexique, coauteurs du projet de résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), qui est présenté chaque année. La cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et de toutes autres explosions nucléaires freinerait le développement et l'amélioration qualitative des armes nucléaires et mettrait fin au développement de nouveaux types d'armes nucléaires.

Une interdiction mondiale et vérifiable des essais nucléaires est donc essentielle à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. C'est cet esprit qui a guidé la communauté internationale vers la conception, la négociation et la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires universel et internationalement et effectivement vérifiable. Aujourd'hui, 15 ans après que le TICE a été ouvert à la signature, son impact positif et normatif n'est pas remis en cause. Bien que le Traité ne soit pas encore entré en vigueur, l'ensemble des 182 États signataires se sont abstenus de procéder à des essais nucléaires.

Les pays qui n'ont pas adhéré au Traité et ont procédé à des essais ont été universellement condamnés. Nous notons avec satisfaction que 155 États, dont tous les États d'Europe et d'Amérique dotés de capacités nucléaires, ont ratifié le TICE. Nous nous félicitons tout particulièrement des ratifications récentes par la Guinée et le Ghana. Chaque nouvelle ratification envoie un puissant message à la communauté internationale et aux États qui ne l'ont pas encore ratifié.

Mais pour atteindre son objectif, le Traité doit entrer en vigueur et cela doit se faire sans plus attendre. C'est ce qu'a souligné avec force l'appel figurant dans la Déclaration finale adoptée par la septième Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais

nucléaires, tenue à New York le 23 septembre 2011, sous la coprésidence du Mexique et de la Suède.

Nous saluons les mesures adoptées par l'Indonésie et l'engagement pris par les États-Unis dans l'optique de la ratification du Traité. Nous exhortons les États qui n'ont pas encore adhéré au TICE ou ne l'ont pas ratifié, notamment ceux dont la signature et la ratification sont nécessaires à son entrée en vigueur, à le signer et à le ratifier sans délai afin qu'il puisse entrer en vigueur.

Nous nous réjouissons de l'appui au Traité et à son entrée en vigueur exprimé par le Secrétaire général, le Sommet du Conseil de sécurité, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010 et, depuis de nombreuses années, par l'Assemblée générale. Nous espérons que cet appui se manifesterait encore une fois par un examen positif de notre projet de résolution de la part de l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session.

M^{me} Ries (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : À la session de la Première Commission cette année, les États-Unis se sont encore une fois portés coauteurs de sa résolution traditionnelle sur le respect des accords de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération. J'ai demandé à prendre la parole aujourd'hui pour présenter le projet de résolution [A/C.1/66/L.47](#) au titre du point 98 de l'ordre du jour, « Désarmement général et complet ». Nous croyons que cette résolution peut apporter une contribution utile en se faisant le reflet de l'engagement de la communauté internationale à agir de concert pour renforcer ce respect.

C'est en 2008 que cette résolution a été examinée pour la dernière fois. En décembre de cette année, dans la résolution 63/59, l'Assemblée générale a reconnu, par un vote majoritaire écrasant, l'importance du respect des accords de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération et autres engagements connexes juridiquement contraignants.

Tous les auteurs conviennent de l'importance de faire avancer ce respect. De l'avis des États-Unis, je rappelle notamment qu'à Prague, en avril 2009, le Président Obama a appelé tous les États à respecter leurs obligations et à tenir les autres États responsables de leurs actes. Il a rappelé expressément que les règles doivent être contraignantes, les violations doivent être punies, et que les paroles ne doivent pas être vides de sens.

Aujourd'hui, plus de deux ans après, la question du respect conserve une importance fondamentale. Il existe un vaste consensus que le respect des traités, accords et autres obligations et engagements multilatéraux et internationaux souscrits par les États Membres pour prévenir la prolifération des armes de destruction massive et réglementer et/ou réduire les armements est d'une importance critique pour la paix et la stabilité internationales.

De fait, la confiance en matière de respect de ces traités, accords, obligations et engagements est un élément central dans le dispositif de sécurité internationale et une condition essentielle pour continuer d'avancer vers le désarmement. En outre, tout le monde s'accorde sur l'importance de renforcer les capacités nationales, régionales et internationales pour dûment vérifier le respect, la mise en œuvre ou à l'inverse les violations des obligations multilatérales de non-prolifération, d'une manière compatible avec la Charte des Nations Unies.

À titre d'exemple, je voudrais mentionner le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)]. Les mesures 26 et 27 prônées dans le Document final soulignent l'importance de résoudre tous les cas de non-respect des obligations en matière de garanties et demandent aux États membres de coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. En appuyant ces mesures une nouvelle fois cette année, notre objectif principal est de mettre en évidence et de renforcer le consensus international qui existe.

Je voudrais dire quelques mots à propos du projet de résolution présenté par les États-Unis et les coauteurs. Le texte de cette année met à jour et modifie très légèrement la résolution idoine adoptée par l'Assemblée générale en 2008. Plus précisément, le projet de résolution permettrait de garantir l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Le projet de résolution reprend en outre des éléments de langage de la résolution 57/86, adoptée par consensus par l'Assemblée générale en 2002, afin de souligner l'importance de la coopération pour accroître la confiance dans le respect des accords. Sur ce point, je voudrais rappeler que les États-Unis et un grand nombre de coauteurs du projet de résolution continuent de collaborer avec les pays, notamment par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé

par la résolution 1540 (2004) et des instruments de mise en œuvre des traités en vigueur, pour les aider à respecter leurs obligations en matière de limitation des armements, de non-prolifération et de désarmement.

Comme ceux qui l'ont précédé, le projet de résolution de cette année reprendrait à son compte l'idée généralement admise au sein de la communauté internationale que les manquements aux obligations contractées sont préjudiciables à la paix et à la stabilité internationales et que la diplomatie est un bon moyen d'encourager les États qui ne le font pas à respecter leurs obligations. L'adoption de ce texte serait un nouvel exemple concret de la détermination de la communauté internationale à recourir à la diplomatie pour encourager le respect des accords.

Tenir les États responsables de leurs manquements aux obligations qu'ils ont contractées dans le cadre des accords de non-prolifération, de limitation des armements et de désarmements renforce non seulement la confiance mais également l'intégrité de ces accords et engagements, ainsi que la perspective de parvenir à la paix et à la sécurité grâce à l'avènement d'un monde sans armes nucléaires ni armes de destruction massive. À l'inverse, ne pas tenir les États responsables de leurs manquements sape l'intégrité desdits accords et arrangements et compromet les chances de nouveaux progrès. En fait, cela ne ferait qu'encourager d'autres États à ne pas respecter leurs obligations et porterait atteinte à l'autorité des traités de non-prolifération pertinents. Cela réduirait aussi les avantages que les États sont en droit d'attendre de leur adhésion à tels accords.

Les États-Unis ne se font pas d'illusion et savent que promouvoir un plus grand respect n'est pas chose aisée. Nous sommes conscients que parfois les progrès seront lents et qu'il y aura même des revers. Il n'y a souvent pas de solution miracle pour régler les problèmes de non-respect auxquels nous sommes confrontés. Toutefois, nous savons que défendre tous ensemble cette cause est notre seule chance de réussite. C'est dans cet esprit que nous espérons que tous les pays représentés ici appuieront le projet de résolution sur le respect des obligations présenté cette année. Après tout, nous devrions tous être en mesure d'approuver un texte qui encourage le respect des traités, accords, obligations et engagements qui ont été librement acceptés.

Nous invitons tous les États à approuver le projet de résolution de cette année. Il est ouvert au parrainage

et nous espérons qu'il recueillera un nombre de signatures supérieur à celui obtenu la dernière fois qu'il a été présenté. Les délégations qui souhaitent se porter coauteur mais qui n'ont pas encore été contactées à ce propos peuvent prendre contact avec n'importe quel membre de la délégation des États-Unis. Nous espérons que cette année il sera possible d'adopter cet important projet de résolution de nouveau par consensus.

Enfin, ma délégation ne doute pas qu'elle aura des échanges fructueux avec les autres délégations sur ce projet de résolution et sur tous les autres aspects des travaux de la présente session.

M. Woolcott (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie est très attachée à l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires et milite depuis longtemps, de manière concrète et active, en faveur de cet objectif. Kevin Rudd, le Premier Ministre australien, a réaffirmé l'attachement de l'Australie à cet objectif dans son allocution à l'Assemblée générale le mois dernier (voir [A/66/PV.18](#)).

L'Australie attache beaucoup d'importance à la Première Commission en tant qu'instance où nous pouvons mobiliser un soutien en faveur de mesures concrètes pour renforcer les efforts dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. L'Australie, de concert avec la Nouvelle-Zélande, également coauteur, appuie vivement les efforts du Mexique en tant que chef de file des négociations sur le projet de résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Cet important projet de résolution recueille le large appui de l'Assemblée générale et est coparrainé par les cinq États nucléaires depuis la soixante-quatrième session de l'Assemblée.

Toutefois 15 ans après l'ouverture à la signature, le TICE n'est toujours pas entré en vigueur et nous considérons que c'est une grave carence. Nous appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à ratifier dès que possible le Traité. En attendant, nous encourageons tous les États Membres à appuyer le projet de résolution.

L'Australie est pleinement consciente de la difficulté et de la complexité de réaliser notre objectif commun d'un monde libéré de l'arme nucléaire. Aujourd'hui nous avons tous, États ayant adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et États qui n'y sont pas encore parties,

l'occasion d'avancer vers cet objectif et nous devons impérativement la saisir. Il n'y a pas de formule magique et nous devons adopter une approche par étape rigoureuse.

L'Australie se félicite vivement des conclusions consensuelles de la Conférence d'examen du TNP de 2010, pour lesquelles elle a travaillé d'arrache-pied, sous la direction extrêmement compétente de l'Ambassadeur Cabactulan des Philippines. L'adoption par les États parties au TNP d'un plan d'action couvrant les trois piliers du TNP que sont le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et abordant également la question du Moyen-Orient, a représenté un important pas en avant. Toutefois ce plan d'action, cette feuille de route, ne prendra tout son sens que s'il est mis en œuvre. Le moment est donc venu de redoubler d'efforts.

Pour sa part, l'Australie juge encourageantes les récentes réunions qui ont rassemblé les cinq États nucléaires. Nous espérons que leurs efforts tant individuels que collectifs pour s'acquitter des obligations découlant du plan d'action consensuel donneront des résultats.

L'Australie appuie également les efforts déployés par le Secrétaire général Ban Ki-moon et les États dépositaires, en consultation avec les États de la région du Moyen-Orient, en vue de convoquer l'année prochaine une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'Australie se félicite vivement de l'annonce faite cet après-midi de la désignation de la Finlande en tant que pays hôte et du Sous-Secrétaire d'État Jaakko Laajava en tant que facilitateur des préparatifs de la conférence. Nous invitons instamment tous les États concernés à poursuivre leur coopération constructive.

Mais bien entendu, la mise en œuvre du plan d'action n'est pas la responsabilité exclusive d'un nombre restreint d'États parties au TNP. Elle est l'affaire de tous les États parties. Les cinq États nucléaires ont certes une responsabilité particulière à l'égard du TNP, mais, à l'occasion de la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2015, l'Australie entend défendre l'idée que de manière générale tous les États parties au TNP sont responsables de la mise en œuvre du plan d'action, et notamment d'examiner comment leurs

efforts respectifs peuvent favoriser cette mise en œuvre.

L'Australie prend très au sérieux ses responsabilités à cet égard. Dans le sillage de leur collaboration pour créer la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires et des efforts qu'ils ont déployés en commun pendant la Conférence d'examen du TNP de 2010, le Japon et l'Australie ont lancé l'année dernière l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, qui est axée sur la mise en œuvre du plan d'action. Nos deux pays ont été rejoints par huit autres États parties au TNP au sein de cette initiative, tous résolument engagés en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et tous pouvant se prévaloir des antécédents impressionnants en matière de non-prolifération.

Les ministres de ces pays ont tenu une nouvelle réunion à New York le 21 septembre, et dans la déclaration qu'ils ont adoptée à cette occasion, qui a d'ailleurs été distribuée à la Première Commission, ils ont présenté les efforts qui sont déployés dans le cadre de l'initiative, notamment des actions très précieuses concernant le plan d'action. Par exemple, pour contribuer à l'application de la mesure 21 du plan d'action, l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement a mis au point et présenté aux cinq puissances nucléaires un projet de formulaire unique de notification relatif au désarmement nucléaire.

Conformément aux mesures 28 et 29, les États qui participent à l'Initiative se proposent en outre de faire profiter les pays de leur expérience en matière de conclusion et d'application de protocoles additionnels. Ils considèrent en effet que les accords de garanties généralisées et les protocoles additionnels sont le meilleur moyen de vérifier de manière fiable qu'un État respecte ses obligations en matière de garanties. Conformément à la mesure 13, les pays de l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement continuent de saisir toutes les occasions diplomatiques d'exhorter les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier le TICE, et ce, le plus tôt possible.

L'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement œuvre à l'application de la mesure 15 sur la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. La position de l'Australie sur ce traité est bien connue. Nous

considérons que sa négociation n'a que trop tardé. Interdire la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires par le biais d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles est un pas essentiel vers un désarmement nucléaire irréversible. Un tel traité permettrait de resserrer les contrôles portant sur les matières fissiles, d'intensifier les efforts visant à réduire le risque de fuite de matières fissiles vers les « proliférateurs » ou les terroristes. Il compléterait aussi le TICE. Le TICE empêche le perfectionnement qualitatif des armes nucléaires en interdisant les essais; un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles imposerait de même un plafond quantitatif au volume de matières fissiles disponibles pour la fabrication d'armes.

Il reste scandaleux que 16 ans après la formulation du mandat Shannon, la Conférence du désarmement n'ait toujours pas commencé les négociations sur ce traité. En 2011, l'Australie et le Japon ont fait un geste concret pour inciter la Conférence du désarmement à reprendre ses travaux dans le cadre des manifestations parallèles organisées par nos experts en la matière. Dans le cadre de la présente session de la Première Commission, l'Australie apporte un appui énergique au Canada par le biais de son projet de résolution annuel sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, afin de faire sortir les négociations sur le traité de l'impasse où elles se trouvent actuellement, et nous engageons chacun à appuyer le Canada. Nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir à l'appui d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

L'Australie reste gravement préoccupée par les activités nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, y compris la révélation de l'existence d'une installation secrète d'enrichissement de l'uranium. Les travaux de recherche de la République populaire démocratique de Corée sur des armes nucléaires et son mépris des résolutions du Conseil de sécurité représentent une menace d'importance pour la stabilité de notre région et pour les efforts de non-prolifération de la communauté internationale.

L'Australie partage également les vives préoccupations exprimées au sujet de l'accumulation d'indices pointant un éventuel volet militaire du programme nucléaire iranien. L'Iran continue de faire fi des résolutions contraignantes du Conseil de sécurité et des exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous engageons de

nouveau l'Iran à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et à coopérer avec l'AIEA pour régler toutes les questions et prouver de façon concluante les visées pacifiques de son programme nucléaire.

Enfin, comme de nombreux États Membres l'ont relevé, un certain nombre de faits positifs sont à signaler, ces derniers temps, dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, et il importe que nous nous efforcions de faire fond sur cette dynamique si nous voulons atteindre un jour l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'heure n'est pas au relâchement; il reste encore beaucoup à faire. Nous devons tous nous concentrer sur des actions pratiques et concrètes qui nous permettent de continuer de progresser.

M. Amano (Japon) (*parle en anglais*): Avant toute chose, je tiens à saluer l'annonce par M. Duarte de la désignation du facilitateur de la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Proche-Orient.

Pour mes concitoyens, la question des armes nucléaires revêt une importance immense et une signification particulière. Par les cérémonies organisées chaque année en août au mémorial de paix d'Hiroshima et de Nagasaki, les citoyens japonais ont l'occasion de réaffirmer leur ferme conviction que la tragédie provoquée par l'utilisation d'armes nucléaires ne doit jamais se reproduire. Le Japon, seul pays à avoir été victime de bombardements atomiques, prend le désarmement nucléaire très au sérieux et il a engagé et continuera de mener des activités de fond visant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

Pour faire progresser le désarmement nucléaire, il ne suffit pas seulement de consentir des efforts au plan individuel, il faut que l'ensemble des États s'y mettent aussi. En partant de l'idée qu'on n'instaurera un monde exempt d'armes nucléaires qu'en prenant des mesures concrètes et efficaces, le Japon, aux côtés de plus de 60 coauteurs, a une fois de plus présenté cette année un projet de résolution sur le désarmement nucléaire assorti de quelques mises à jour, intitulé « Unité d'action pour l'élimination totale des armes nucléaires » (A/C.1/66/L.41). Le projet met l'accent sur des actions concrètes et pragmatiques que la communauté internationale doit prendre de façon unie pour éliminer complètement les armes nucléaires. Nous

espérons vivement qu'un plus grand nombre d'États encore s'en porteront coauteurs cette année.

Le succès qu'a représenté le consensus obtenu sur un document final à la Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'année dernière, a été salué par le monde entier. Mais, une année après cette conférence, il nous faut faire preuve de pragmatisme et rester fermement concentrés sur la mise en œuvre continue du plan d'action du Document final de la Conférence [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)]. C'est dans cette optique que le Japon et neuf autres États animés du même esprit ont décidé, en septembre dernier, de mettre sur pied un groupe interrégional dénommé Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement. Après une deuxième réunion au niveau ministériel, tenue à Berlin, en avril, la troisième réunion s'est tenue à New York le mois dernier, au cours de laquelle nous sommes tous convenus de renforcer la mise en œuvre du plan d'action du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le Japon, avec ses partenaires de l'Initiative, continuera de contribuer concrètement à cette fin.

Pour que soit mis en œuvre le plan d'action du TNP, il est de toute première importance que les États dotés d'armes nucléaires honorent leurs engagements. Le Document final de la Conférence d'examen de 2010 a réaffirmé l'engagement catégorique de ces États de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux par de nouvelles mesures de réduction et d'élimination de tous types d'armes nucléaires, déployées ou non.

Il importe également de souligner que, au titre de la mesure 5 du plan d'action, les États dotés d'armes nucléaires ont pris l'engagement supplémentaire d'accélérer les progrès en ce qui concerne les mesures concrètes menant au désarmement nucléaire, et qu'il leur a été demandé de notifier le Comité préparatoire en 2014 de leurs initiatives. À cet égard, le Japon se félicite de la tenue, à Paris, de la première réunion de suivi de la Conférence d'examen du TNP entre les cinq États dotés d'armes nucléaires, qui a mis l'accent sur des questions, telles que la transparence, importantes pour nous.

Le Japon, de concert avec ses partenaires de l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, a communiqué aux cinq États dotés d'armes nucléaires la proposition faite dans le cadre de l'Initiative au sujet d'un formulaire de notification, conformément à la mesure 21. Nous espérons que cette

proposition facilitera les efforts qu'ils déploient pour parvenir à un accord concret sur cette question.

Tandis que les États parties au TNP mènent leurs activités, les États non parties au TNP ne doivent pas rester en marge. Le Japon appelle ces États à adhérer, rapidement et sans conditions, au TNP en tant que pays non dotés d'armes nucléaires.

Le Japon attache beaucoup de prix à la ratification du nouveau traité START entre les États-Unis et la Fédération de Russie et à l'entrée en vigueur de ce traité en février. Le Japon espère vivement que l'entrée en vigueur du nouveau Traité aboutira à des progrès en matière de désarmement nucléaire dans le monde, avec la participation des autres pays dotés d'armes nucléaires. Nous appelons tous les États dotés d'armes nucléaires à prendre des mesures pour réduire encore le risque d'un déclenchement accidentel ou non autorisé et veiller à ce que leurs armes nucléaires soient maintenues au niveau d'alerte le plus faible possible, de façon à favoriser la stabilité et la sécurité internationales.

Les deux importants traités qui promeuvent le désarmement et la non-prolifération nucléaires devraient être mis en place sans plus de retard.

Premièrement, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), l'un des efforts mondiaux les plus importants en matière de désarmement nucléaire, doit entrer en vigueur le plus tôt possible. Il est très décevant, toutefois, que ce traité d'une importance cruciale soit encore bien loin d'avoir atteint cet objectif 15 ans après son ouverture à la signature. Aussi, le Japon exhorte-t-il tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, particulièrement les pays de l'annexe 2, à ratifier le Traité à la première occasion.

Deuxièmement, nous devons, comme il est indiqué au titre de la mesure 15 du Document final du TNP, engager immédiatement des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Nous sommes convaincus qu'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles est la prochaine étape logique et urgente de nos efforts visant à créer les conditions indispensables à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. Par conséquent, il est profondément regrettable qu'à sa session de 2011, la Conférence du désarmement ait encore une fois été incapable d'entamer des négociations sur ce traité. De nombreux efforts ont été faits pour ouvrir immédiatement les négociations, mais

aucune perspective nouvelle n'est apparue en ce sens. Nous devons maintenant envisager sérieusement des mesures concrètes qui conduisent à des négociations et soient adoptées par les parties concernées. De nombreux pays examinent actuellement d'éventuelles mesures concrètes pouvant être prises en vue du commencement des négociations. Le Japon, qui participe à l'initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, appuiera fermement le projet de résolution canadien présenté cette année à l'Assemblée générale, afin de sortir de l'impasse.

Il importe d'encourager la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires, là où il y a lieu, comme le stipule la mesure 9 du Document final du TNP, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, et conformément aux directives de 1999 de la Commission du désarmement de l'ONU. La création de ces zones contribue au désarmement nucléaire, à la non-prolifération ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales et régionales. À cet égard, le Japon se félicite des pourparlers intensifs qui se sont déroulés récemment à New York entre les cinq États dotés d'armes nucléaires et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur la ratification du Protocole de la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est. Nous appuyons en outre les efforts réalisés par le Secrétaire général et par les autres acteurs concernés en vue de la convocation l'année prochaine d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive.

Outre les avancées réalisées dans le domaine du désarmement nucléaire, le renforcement de la non-prolifération nucléaire, dans l'esprit du TNP, est une condition importante dans le sens de davantage de paix et de sécurité. À cet égard, les dossiers nucléaires de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran constituent une préoccupation majeure pour la communauté internationale. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de renoncer immédiatement à toutes les armes nucléaires et à tous les programmes nucléaires en cours, y compris son programme d'enrichissement de l'uranium et ses activités de construction de réacteurs à eau ordinaire, qui représentent des violations flagrantes des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

S'agissant de la question nucléaire iranienne, il est indispensable que l'Iran dissipe tous les soupçons de la communauté internationale et mérite sa confiance.

Le Japon souligne l'importance du respect intégral et immédiat par l'Iran de ses obligations internationales. Pour régler efficacement ces problèmes, il est essentiel de consolider les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour renforcer et préserver le régime international de non-prolifération nucléaire. À cet égard, nous nous félicitons de ce que le nombre des États ayant mis en vigueur des protocoles additionnels soit passé de 102 à 110 au cours de l'année écoulée. Ce fait démontre que l'accord de garanties généralisées, assorti d'un protocole additionnel sur la base du Modèle de protocole additionnel, devient désormais la norme en matière de garanties internationales.

Enfin, je voudrais, pour terminer, dire que le Japon est profondément attaché à l'élimination totale des armes nucléaires. Cependant, le chemin de la réalisation de cet objectif est encore long, et il nous reste encore beaucoup à faire. Pour parvenir à un monde pacifique et sûr par le désarmement et la non-prolifération nucléaires, le Japon collaborera activement et étroitement avec les autres États Membres, tout en lançant des passerelles entre les États dotés de l'arme nucléaire et ceux qui n'en détiennent pas.

M. Lindell (Suède) (*parle en anglais*) : J'aimerais, pour commencer, me joindre aux autres orateurs et redire notre satisfaction face à l'annonce du choix de la Finlande comme État hôte de la conférence de 2012, en félicitant par la même occasion le facilitateur, le Sous-Secrétaire d'État finlandais M. Laajava, de sa nomination.

Je fais la déclaration suivante au nom des délégations du Mexique et de la Suède, en leur qualité d'États coordonnateurs actuels du processus prévu à l'article XIV, c'est-à-dire les facilitateurs de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais nucléaires (TICE). Pour ce qui est des autres questions de désarmement nucléaire, nous tenons à nous référer aux déclarations faites au nom de la Coalition pour un nouvel agenda.

L'entrée en vigueur effective du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est une priorité importante de notre travail en faveur du désarmement nucléaire. Le Mexique et la Suède assument conjointement ce rôle d'États coordonnateurs au cours des deux prochaines années pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité. Il y a un mois à peine, le 23 septembre, à New York, la Ministre mexicaine des affaires étrangères, M^{me} Patricia Espinosa Cantellano, ainsi que notre ministre, M. Carl Bildt, ont coprésidé la

Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, également connue sous le nom de conférence organisée en application de l'article XIV. Nous tenons à réitérer les paroles de gratitude exprimées à cette occasion à l'égard du solide appui témoigné par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et du précieux travail effectué par les précédents coordonnateurs de la mise en œuvre de l'article XIV, la France et le Maroc, ainsi que par l'Ambassadeur Tibor Tóth, Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire, et son personnel.

La Suède et le Mexique appuient tous deux résolument le TICE et son entrée en vigueur, et partagent, plus généralement, un intérêt pour le renforcement de l'architecture de sécurité internationale. Nous avons toujours mis en avant le TICE comme moyen de mettre un terme définitif aux essais nucléaires. Le Traité permettra de limiter considérablement la mise au point et le perfectionnement des armes nucléaires. Ce faisant, il apportera une contribution indispensable à la non-prolifération et au désarmement nucléaires. Avec l'entrée en vigueur du Traité, une autre étape sera franchie vers l'objectif de l'élimination totale des armes nucléaires.

Une majorité écrasante et croissante de la communauté internationale convient déjà de l'urgence de l'entrée en vigueur du TICE. La soupape de sécurité prévue à l'annexe 2 devrait dissiper les éventuelles inquiétudes des États quant au fait de s'engager à mettre en vigueur le traité sachant que d'autres ne rempliraient pas la même obligation. En outre, le système de vérification sans précédent a fait ses preuves et montré que le TICE, une fois en place, fonctionnera en effet de manière efficace.

À notre avis, les États visés à l'annexe 2 ont également une responsabilité particulière. La nécessité d'agir ne peut se transmettre aux autres. À ce jour, 35 de ces 44 pays ont assumé cette responsabilité et ratifié le Traité, y compris trois États dotés d'armes nucléaires. Il convient de s'en féliciter. Neuf pays de l'annexe 2 n'ont pour l'instant pas encore choisi de le faire. Nous sommes convaincus que cela va changer, car l'alternative qui s'offrira à nous devient de plus en plus claire : soit un monde où les essais nucléaires risquent à nouveau d'enflammer les relations internationales, soit une communauté internationale ayant relégué ces pratiques dangereuses au passé et les ayant bannies une fois pour toutes. Une fois le TICE en vigueur, nous pourrions mettre en place un environnement mondial plus sûr pour tous.

La poursuite des ratifications du TICE est un processus évolutif. Deux autres pays de l'annexe 2 ont annoncé publiquement leur intention d'œuvrer activement à la ratification. Cette impulsion est particulièrement bienvenue. Toute nouvelle ratification, en particulier celle des États dotés d'armes nucléaires, pourrait permettre de débloquer la situation et ouvrir la voie à toute une série de ratifications. La Suède et le Mexique souhaitent vivement contribuer à une évolution positive en ce sens. Nous exhortons tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux de l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité sans délai, et à participer ce faisant au consensus international visant à mettre un terme définitif aux essais nucléaires.

Jusqu'à l'entrée en vigueur du TICE, les moratoires sur les essais nucléaires doivent être maintenus, sachant qu'un moratoire volontaire ne peut remplacer un instrument juridique. La Suède et le Mexique continueront de promouvoir l'entrée en vigueur du TICE et nous invitons tous les États à se joindre à nous dans cet effort.

M. Fasel (Suisse) : L'année 2010 a été marquée par le résultat encourageant enregistré lors de la huitième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Cette dynamique positive a été prolongée cette année par l'entrée en vigueur du nouveau traité START. Cela ne doit cependant pas nous faire oublier que les défis restent nombreux dans le domaine du désarmement nucléaire.

Des milliers d'armes nucléaires restent aujourd'hui déployées, qui représentent une menace potentielle pour notre survie. Un nombre significatif de ces armes est maintenu à un haut niveau d'alerte. Les arsenaux nucléaires de certains États continuent de croître sur le plan quantitatif. De plus, l'ensemble des puissances nucléaires renforce leurs arsenaux sur le plan qualitatif à travers des programmes de modernisation. De plus, aucune des puissances nucléaires n'a remis en cause la notion de dissuasion, alors qu'une réduction de l'importance accordée à ces armes pourrait empêcher des velléités de prolifération. Enfin, les avancées dans le domaine du désarmement nucléaire semblent aléatoires plutôt que systématiques, coordonnées et vérifiées. Elles découlent souvent de coupes budgétaires ou d'évolutions technologiques et non pas d'une approche concertée et d'une réelle volonté de désarmer.

Les efforts entrepris à ce jour sont clairement insuffisants pour réduire le risque posé par les armes nucléaires et en endiguer la prolifération. Un engagement accru est nécessaire. La Suisse reste convaincue de la nécessité d'établir un cadre juridiquement contraignant interdisant l'arme nucléaire, peut-être à travers une convention sur les armes nucléaires comme l'a suggéré le Secrétaire général.

Afin de permettre de réelles avancées, les notions mêmes qui octroient encore à ce jour une légitimité aux armes nucléaires doivent être remises en question. La Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010, tout comme la soixante-cinquième session de la Première Commission, ont fait part de leurs préoccupations quant aux conséquences humanitaires catastrophiques de tout recours à des armes nucléaires. La Suisse est intéressée par une exploration plus approfondie des incidences de la dimension humanitaire afin de déterminer comment elle peut être opérationnalisée. Un argument utilisé pour légitimer les armes nucléaires voudrait que la stabilité internationale soit moindre en leur absence. Tous les États, dotés de l'arme nucléaire comme ceux qui n'en sont pas dotés, devraient ensemble se pencher sur cet entendement et déterminer comment la sécurité pourrait être assurée dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Des avancées pratiques sont également nécessaires dans les domaines suivants. Les efforts visant à réduire les arsenaux nucléaires devraient être rapidement entrepris, portant sur toutes les armes nucléaires, stratégiques et non stratégiques, déployées et non déployées. Ces réductions devraient être accompagnées du lancement de travaux au niveau multilatéral autour à la fois d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, des garanties de sécurité négatives et du désarmement nucléaire. L'engagement de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, portant à la fois sur la production future et les stocks de matières fissiles, revêt une importance particulière, car un tel instrument contribuerait à la fois au désarmement et à la non-prolifération.

L'abaissement du niveau de disponibilité opérationnelle des armes nucléaires représente également une indispensable mesure et je renvoie à ce titre à la déclaration que j'ai eu l'honneur de faire hier au nom du Chili, de la Malaisie, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse (voir [A/C.1/66/PV.11](#)).

Nous devons aussi nous assurer que toutes les avancées en termes de désarmement nucléaire ne puissent pas être remises en cause. Il s'agit d'appliquer et d'opérationnaliser le principe d'irréversibilité. Cette notion reste aujourd'hui vague et peu élaborée. La Suisse a donc entrepris d'approfondir cette question et a commandité deux études à ce sujet, qui ont été présentées cet après-midi dans cette salle avant le débat en séance plénière.

La pleine mise en œuvre des mesures arrêtées lors de la Conférence d'examen de 2010 du TNP représente bien entendu un élément central des efforts à entreprendre. En collaboration avec des partenaires expérimentés, la Suisse a initié un programme de suivi de la mise en œuvre des mesures. Dans le cadre de ce programme, chacun des trois piliers du TNP et des mesures qui s'y rapportent font l'objet d'un séminaire. Les constats formulés lors de ces réunions feront l'objet d'un rapport qui sera distribué aux États parties en prévision de la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2015, afin d'éclairer le débat sur la mise en œuvre du plan d'action.

La Conférence d'examen du TNP de 2010 a également adopté certaines mesures concrètes portant sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient dont, notamment, la tenue en 2012 d'une conférence se penchant sur cette question. Si les événements politiques récents n'ont pas simplifié l'organisation d'une telle conférence, ils l'ont rendue plus urgente. Aussi la Suisse salue-t-elle l'annonce faite aujourd'hui de la désignation de la Finlande comme pays hôte et de l'Ambassadeur Laajava comme facilitateur et elle remercie les parties concernées de leurs efforts.

Ce dernier point nous amène naturellement à la prolifération nucléaire, qui constitue une menace sérieuse à la sécurité internationale. L'année écoulée n'a malheureusement pas apporté d'évolutions permettant d'envisager de clore dans le court terme les dossiers en souffrance dans ce domaine. La Suisse ne voit pas d'autre issue pour résoudre ces questions que de passer par la voie diplomatique et appelle tous les États Membres à respecter les normes en vigueur et les décisions prises dans les enceintes pertinentes.

Sécuriser toutes les matières nucléaires représente également un important défi. Nous saluons donc la poursuite du processus entamé en 2010 par le Sommet sur la sécurité nucléaire de Washington. Atteindre l'objectif fixé nécessite, à nos yeux, que

toutes les matières nucléaires soient soumises à un contrôle, y compris les matières militaires. Nous espérons que des progrès dans ce domaine pourront être constatés pendant le Sommet de Séoul de 2012.

Tous les États, dotés de l'arme nucléaire comme ceux qui n'en sont pas dotés, ont le devoir de contribuer à la création d'un monde exempt de telles armes. Pour sa part, la Suisse assumera pleinement son rôle dans ce domaine.

M. Moktefi (Algérie) : Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration faite au nom du Groupe des États arabes par le Représentant permanent du Qatar.

S'agissant des armes nucléaires, nous nous félicitons, l'an dernier à la même période, de l'adoption entre autres du Document final de la huitième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)] et de la tenue du premier Sommet sur la sécurité nucléaire qui étaient, à juste titre, considérées comme des avancées significatives. En effet, il est indéniable qu'un processus est en cours pour la mise en œuvre des engagements agréés. À cela il convient d'ajouter de multiples initiatives de bonne volonté dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Ainsi, pour ce qui est du climat général, nous pouvons dire que le contexte demeure encore favorable pour la paix et la sécurité internationales.

Ce sentiment d'optimisme est cependant quelque peu atténué par la réalité, du fait que le processus multilatéral du désarmement n'a eu, pour le moment, que peu de résultats concrets et substantiels. Les chantiers inachevés ou qui n'ont même pas connu un début de réalisation sont nombreux. Ils demeurent donc une source de profonde préoccupation. Les exemples énumérés par un grand nombre de délégations dans le cadre du débat général sont d'ailleurs suffisamment éloquentes sur l'immensité de ce qui reste à accomplir pour parvenir, à terme, à l'objectif de l'élimination des armes nucléaires sur notre planète.

L'Algérie tient à réitérer son engagement vis-à-vis du TNP, et considère que ce dernier constitue la pierre angulaire du régime de désarmement et de non-prolifération. Toute approche sélective des termes du TNP est susceptible de vider cet instrument de sa substance et de donner raison à ceux qui éprouvent des réticences, qu'ils soient signataires ou non du TNP. Pour l'essentiel, l'équilibre entre les trois piliers du TNP doit être préservé à tout prix. Ce faisant, il est

temps que les questions de désarmement et de non-prolifération bénéficient d'un traitement égal. Il serait, en effet, inadmissible que l'effort de désarmement et l'œuvre d'élimination de l'arme nucléaire se satisfassent de la seule lutte contre la prolifération horizontale car le désarmement nucléaire et la non-prolifération sont interdépendants et indissociables.

Aussi, ma délégation demeure-t-elle vraiment préoccupée par le fait qu'aucune des 13 mesures, arrêtées d'un commun accord lors de la sixième Conférence d'examen du TNP de 2000, n'a pas connu le moindre début d'application. En effet, les propositions soumises par le Mouvement des pays non alignés lors de la huitième Conférence d'examen du TNP de 2010, en vue de définir un calendrier de mise en œuvre de ces 13 mesures, n'ont pas trouvé d'écho favorable auprès des puissances nucléaires.

Les obligations souscrites conformément à l'article VI du TNP méritent une concrétisation tangible et vérifiable à même d'apaiser les craintes des États non dotés d'armes nucléaires. Ces États se sentent toujours menacés, en l'absence d'un instrument juridiquement contraignant sur les assurances de sécurité négatives. Plus de quatre décennies après la conclusion du TNP, les faibles résultats enregistrés à ce jour en matière de désarmement nucléaire restent en deçà des espérances. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1996 est là, pourtant, pour nous rappeler le caractère non conforme des armes nucléaires au droit international. Pour conjurer les menaces que représentent de telles armes, il est nécessaire que le TNP parachève son universalité et que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) entre finalement en vigueur. Pour ce faire, nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait, notamment ceux visés à l'annexe II, à le ratifier dans les meilleurs délais possibles.

Il est également primordial pour la crédibilité du TNP de respecter les termes de l'arrangement à la base de sa conclusion. Ainsi, le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire constitue plus qu'un élément de cet arrangement. Il représente indéniablement un vecteur du développement économique et social. L'accent mis, de plus en plus, sur le volet non-prolifération a tendance à susciter des restrictions non conformes ni à l'esprit, ni à la lettre de l'article IV du TNP. Ma délégation réitère aujourd'hui son attachement au droit légitime et inaliénable de tous les États parties au TNP à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles.

Par ailleurs, il convient de prendre sérieusement en charge le problème du terrorisme nucléaire. En effet, le risque existe bel et bien que des groupes terroristes accaparent des matières nucléaires ou des armes de destruction massive pour en faire usage. À cet égard, l'Algérie insiste sur l'importance de renforcer la coopération internationale dans ce domaine, afin de faire face plus efficacement à cette menace. C'est à ce titre qu'elle salue la prorogation de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

L'Algérie s'est félicitée de l'entrée en vigueur du Traité de Pelindaba en 2009 créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, du fait qu'il constitue une contribution importante du continent africain au renforcement du régime de non-prolifération et à la paix mondiale, ainsi qu'à la sécurité régionale et internationale. L'Algérie réitère aujourd'hui son appel aux États dotés de l'arme nucléaire, qui ne l'ont pas encore fait, à procéder à la signature et la ratification des annexes pertinentes de ce traité. Il est important, par ailleurs, que le Secrétariat technique provisoire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires accompagne les organes naissants du Traité de Pelindaba et qu'il l'assiste en vue d'élargir les capacités de l'Afrique à bénéficier des applications civiles du système de vérification mis en place par l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE).

La zone exempte d'armes nucléaires en Afrique est un exemple à étendre, parmi d'autres, à la région du Moyen-Orient pour répondre au vœu de la communauté internationale. C'est à ce titre que l'Algérie salue l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général et les trois coauteurs de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen du TNP de 1995, en consultation avec les États de la région, de la nomination de M. Jaakko Laajava, comme facilitateur, et de la désignation de la Finlande comme pays hôte de la conférence de 2012 sur l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive, conformément au plan d'action adopté par la Conférence d'examen du TNP de 2010. L'Algérie considère que cette conférence de 2012 constitue, grâce à la participation de tous les États de la région, une opportunité à saisir pour aboutir à des résultats concrets permettant la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

M^{me} Nyhamar (Norvège) (*parle en anglais*) :
Premièrement, qu'il me soit permis de me féliciter de

l'annonce faite aujourd'hui de la Finlande en tant que pays hôte, et du Sous-Secrétaire d'État, M. Jaakko Laajava comme facilitateur de la conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. La Norvège appuie sans réserve cette conférence et est prête à contribuer à son succès. À cette fin, elle a déjà alloué un financement volontaire au Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement et à divers instituts de recherche qui travaillent sur cette question. De plus, la Norvège présidera le forum de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, qui doit avoir lieu au mois de novembre à Vienne. Nous espérons que cela aussi favorisera la création de cette zone. Plus de la moitié des pays du monde se sont déjà librement joints à de telles zones, ce qui montre bien que la sécurité est renforcée tout simplement grâce à l'élimination d'une catégorie d'armes dévastatrices.

Il est généralement reconnu que les conséquences humanitaires de l'utilisation d'une arme nucléaire seraient si horribles qu'il est difficile d'imaginer qu'on puisse faire un tel choix. En effet, l'utilité des armes nucléaires à des fins militaires et politiques est de plus en plus remise en question. De plus, l'accident survenu à Fukushima cette année et l'attentat terroriste à Oslo nous ont rappelé notre incapacité fondamentale à prévoir de telles éventualités.

Il est extrêmement encourageant que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ait réaffirmé l'année dernière que notre objectif commun était d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires. La réalisation de cet objectif améliorerait notre sécurité à tous. L'année dernière, la Conférence d'examen du TNP nous a donné un plan d'action axé sur l'avenir et comportant 64 mesures sur les trois piliers du Traité. Il est indispensable que ce plan d'action soit pleinement mis en œuvre.

La Norvège se félicite de la ratification et de la mise en œuvre du nouvel accord START et attend avec intérêt le lancement, la semaine prochaine, de la nouvelle série de négociations sur toutes les catégories d'armes nucléaires. Nous avons également été fort satisfaits de la réunion récente tenue par les cinq États dotés d'armes nucléaires sur le respect par les États dotés d'armes nucléaires de leurs obligations au titre du plan d'action du TNP, et nous espérons que ce processus aboutira à des résultats substantiels.

Mais en dépit de ces mesures positives, la triste réalité est que nous n'avons guère progressé dans nos efforts multilatéraux de désarmement nucléaire, y compris dans les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Cette absence de mouvement a été reconfirmée par le plan d'action de 2010. Nous avons évidemment été incapables de répondre aux attentes de la communauté internationale. Il y a depuis longtemps des appels à la négociation sur un instrument juridiquement contraignant sur le respect des dispositions de l'article VI du TNP. La Norvège reconnaît la nécessité et l'obligation de négocier un tel instrument de bonne foi et conformément à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1996.

Toutefois, la Norvège objecte aux appels lancés par de nombreux pays pour que la négociation d'un tel instrument se fasse impérativement au sein de la Conférence du désarmement. Nos méthodes de travail devraient être guidées par la primauté de la substance et nous ne devrions pas nous laisser piéger par nos propres structures institutionnelles. Le projet de résolution présenté hier par l'Autriche, le Mexique et la Norvège montre que d'autres voies sont possibles si nous voulons véritablement sortir de cette impasse prolongée. Nous attendons avec intérêt les consultations avec d'autres États Membres sur ce point.

Nous devons tous prendre des mesures pour respecter et renforcer nos obligations en matière de non-prolifération. Cela suppose notamment la pleine mise en œuvre de l'accord de garanties généralisées et du protocole additionnel de l'AIEA. Notre objectif commun devrait être l'universalisation de ce protocole. L'AIEA doit disposer de tous les moyens nécessaires pour mener à bien sa mission primordiale en matière de non-prolifération. En outre, la Norvège demeure convaincue que l'AIEA a aussi un important rôle à jouer en matière de vérification du désarmement nucléaire.

À de nombreuses reprises, et notamment dans sa déclaration d'ordre général prononcée la semaine dernière (voir [A/C.1/66/PV.5](#)), la Norvège a fait part de sa profonde inquiétude face aux importants problèmes de prolifération auxquels nous sommes confrontés. Le règlement de ces problèmes contribuerait grandement à renforcer le régime de non-prolifération et favoriserait de nouvelles mesures de désarmement nucléaire. La Norvège souscrit pleinement au plan d'action adopté à l'occasion du Sommet de Washington sur la sécurité

nucléaire et elle se réjouit à la perspective de renouveler ses engagements en la matière à Séoul l'an prochain. Nous devons veiller à ce que les matières nucléaires de tout type soient stockées dans des endroits sûrs. Nous devons poursuivre nos efforts pour sceller des accords de coopération concernant la production de combustible nucléaire pour les réacteurs civils, et nous devons réduire de manière appréciable l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans les réacteurs nucléaires de recherche. La sécurité nucléaire est importante pour atteindre nos objectifs de désarmement et de non-prolifération nucléaires et, inversement, le désarmement nucléaire favorise concrètement et sur le plan politique nos efforts pour accroître la sécurité nucléaire.

La Norvège rappelle régulièrement que l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires est capitale pour le régime de non-prolifération et pour le désarmement nucléaire. La Norvège continuera à œuvrer pour le renforcement de l'interdiction des essais et à prendre part aux efforts visant à la rendre juridiquement contraignante. Il nous faut aussi veiller à ce que les systèmes de vérification soient suffisamment robustes pour pouvoir susciter la confiance indispensable dans l'intégrité des processus de non-prolifération et de désarmement, sur la base des principes de vérifiabilité, d'irréversibilité et de transparence.

Des experts britanniques et norvégiens coopèrent depuis plusieurs années pour régler les difficultés techniques et de procédure liées à un éventuel régime de vérification du désarmement nucléaire. Je suis heureux d'indiquer que le Royaume-Uni, en partenariat avec la Norvège, organisera à Londres, début décembre, un séminaire pour examiner les enseignements que cette initiative conjointe a permis de dégager à ce jour. Faire profiter d'autres pays de notre expérience et de nos conclusions servira les intérêts de la communauté internationale tout entière et soulignera qu'il appartient aux États non dotés de l'arme nucléaire autant qu'à ceux qui la possèdent d'encourager et de vérifier le désarmement nucléaire.

Nous attendons avec intérêt la nouvelle série de consultations que nous aurons à la Première Commission sous la direction avisée du Président et nous espérons constater des progrès importants dans la mise en œuvre du plan d'action du TNP au fur et à mesure que nous nous rapprocherons du prochain cycle d'examen.

M^{me} Chaimongkol (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande souscrit à la vision commune d'un monde libéré des armes nucléaires. Nous avons toujours eu la ferme conviction qu'il était dans l'intérêt supérieur des États dotés de l'arme nucléaire et des États non dotés de l'arme nucléaire de joindre leurs efforts et d'œuvrer de concert à un objectif commun, à savoir l'élimination complète de toutes les armes de destruction massive. Il est indéniable que la mise au point et la possession d'armes nucléaires ont entraîné insécurité et instabilité. Depuis de nombreuses années, les nations du monde expriment leur souhait collectif que ces armes soient abolies. Les obstacles sont gigantesques et la Thaïlande est persuadée que pour atteindre cet objectif, il faut commencer par rabaisser, puis en définitive supprimer totalement, la valeur symbolique accordée à la possession d'armes nucléaires. Les armes nucléaires devraient être perçues davantage comme un danger pour la survie de l'humanité que comme un signe de grande puissance.

La Thaïlande invite instamment les États Membres, en particulier les États nucléaires reconnus par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et ceux qui possèdent des armes nucléaires, à honorer leur obligation politique, juridique et morale de débarrasser le monde des armes nucléaires. La Thaïlande tient également à insister sur le fait que le désarmement nucléaire mondial et les efforts de non-prolifération doivent être régis par les principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité. L'entrée en vigueur du nouveau Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs est un signe encourageant. Nous prônons aussi la mise en œuvre intégrale et rigoureuse des conclusions de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 2010.

À l'instar d'autres délégations, la Thaïlande se félicite que la Finlande et l'Ambassadeur Jaakko Laajava, Sous-Secrétaire d'État finlandais aux affaires étrangères, aient été respectivement désignés hôte et facilitateur de la Conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous exhortons tous les États concernés à garantir le succès de la conférence. Par ailleurs, nous estimons que l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires contre les États non dotés de l'arme nucléaire ne

devrait pas être autorisé. Les garanties de sécurité négatives sont fondamentales pour réduire les incitations à la prolifération nucléaire. La Thaïlande est fermement convaincue qu'il faut s'atteler activement à la conclusion d'un accord universel et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité négatives.

L'objectif d'un monde sans armes nucléaires ne se matérialisera jamais si les essais nucléaires se poursuivent. Ces essais doivent être interdits parce qu'ils nuisent à la sécurité régionale et mondiale. La Thaïlande se félicite des résultats de la septième Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et prône la rapide entrée en vigueur du Traité. Pour sa part, elle s'emploie actuellement à mener à bien le processus interne préalable à sa ratification du TICE.

Le rôle central de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans les domaines des garanties, de la vérification et des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire est internationalement reconnu. La Thaïlande est prête à resserrer sa coopération avec l'AIEA et continue d'appuyer l'AIEA dans l'exécution de son mandat. La Thaïlande estime que le protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées constitue une mesure de confiance clef et un système international efficace en matière de vérification. Nous nous employons activement à parachever le processus interne devant nous permettre d'adhérer au protocole additionnel dans les plus brefs délais.

La communauté internationale ne pourra pas atteindre les objectifs de désarmement nucléaire et de non-prolifération sans un contrôle efficace des matières fissiles. À cet égard, la Thaïlande insiste sur la nécessité pour la Conférence du désarmement de reprendre dès que possible ses travaux de fond et d'entamer, sans délai et de manière constructive et ouverte, les négociations sur un traité interdisant la production des matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

La sécurité et la sûreté nucléaires comptent parmi les priorités absolues de la communauté internationale. La menace du terrorisme nucléaire commande que les États coopèrent et coordonnent leurs efforts pour prévenir un tel cataclysme. La Thaïlande est déterminée à appliquer la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité afin de combattre la menace que représente l'acquisition par des acteurs non étatiques

d'armes de destruction massive. Nous participons activement aux efforts de la communauté internationale sur cette question dans le cadre de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et du Sommet sur la sécurité nucléaire.

L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi a exacerbé les craintes internationales concernant la sûreté nucléaire. Il est impératif de renforcer le régime international de sûreté nucléaire pour rétablir la confiance de l'opinion publique dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La Thaïlande se félicite que le Secrétaire général ait organisé le 22 septembre la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires. Nous sommes déterminés à contribuer à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires et sommes prêts à appuyer le travail de l'AIEA à cet égard, y compris la mise en œuvre du Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire.

Il est indispensable de déployer des efforts régionaux pour appuyer l'action menée au niveau mondial en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est joue un rôle important dans notre région. La Thaïlande et les autres États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) continuent de tenir des consultations étroites avec les États dotés de l'arme nucléaire pour régler les questions en suspens entre les deux parties. L'ASEAN espère que les États dotés de l'arme nucléaire seront en mesure d'accéder prochainement au Protocole au Traité. En outre, à la présente session, l'ASEAN soumet une nouvelle fois à l'examen de la Première Commission, le projet de résolution biennal sur la zone. Nous demandons à la communauté internationale de l'appuyer et espérons que ce projet de résolution recueillera le consensus et sera adopté sans être mis aux voix.

La sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires étant toutes importantes pour établir la confiance dans la région, la Thaïlande a proposé à ses collègues de l'ASEAN de créer un réseau informel régional entre les différents organismes de réglementation et les autorités compétentes dans le domaine nucléaire pour échanger l'information et les meilleures pratiques et renforcer les capacités en matière de réglementation afin de garantir des utilisations sûres, sécurisées et pacifiques de l'énergie nucléaire dans la région. Nos collègues de l'ASEAN y ont répondu très favorablement. La Thaïlande continuera d'examiner cette question avec eux dans le but d'examiner la faisabilité de cette

initiative et les moyens de la mettre concrètement en œuvre.

Pour terminer, la Thaïlande est convaincue que coopération et accords multilatéraux sont déterminants pour atteindre les objectifs communs en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires. La Thaïlande est prête à coopérer avec tous les États membres et continuera d'agir de manière responsable et d'apporter une contribution constructive dans ce domaine.

M. Van den IJssel (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : L'année dernière, des progrès importants ont été réalisés en matière de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement. À la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), pour la première fois depuis de nombreuses années, un consensus a été trouvé entre les parties au TNP. Cela a abouti à l'adoption d'un nouveau plan d'action ambitieux. Comme l'a dit le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, à la Conférence de 2010, « le spectre du péril nucléaire continue de peser sur le monde ». La menace reste bien réelle. Des initiatives doivent maintenant être prises pour poursuivre dans la voie de la Conférence d'examen de 2010 et éliminer cette menace.

Les Pays-Bas continueront de faire des propositions novatrices et concrètes pour mettre en œuvre le plan d'action de 2010. La non-prolifération, le désarmement et la maîtrise des armements ont toujours été des éléments clefs de la politique étrangère néerlandaise, avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) pour socle et le plan d'action pour feuille de route d'ici à la prochaine conférence d'examen qui se tiendra en 2015. Il s'agit d'une part essentielle de notre action en faveur du renforcement du droit international et de la sécurité. Nous considérons que la non-prolifération, le désarmement et la maîtrise des armements sont les différentes facettes d'un même diamant. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reste la pierre angulaire du système de non-prolifération nucléaire, le fondement indispensable pour poursuivre le désarmement nucléaire conformément à son article VI, et un élément important pour continuer le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Compte tenu des risques de prolifération actuels, nous sommes convaincus que le TNP n'a jamais été aussi vital qu'aujourd'hui. Nous devons préserver et renforcer son autorité et son intégrité.

Les Pays-Bas sont membres du groupe de 10 pays qui a lancé l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, qui relie ces questions entre elles. Notre groupe est convaincu que nous devons axer nos efforts sur la mise en œuvre concrète du plan d'action de la Conférence d'examen du TNP. Lors des réunions ministérielles que nous avons tenues cette année à Berlin et à New York dans le cadre de cette initiative, nous avons décidé d'insister pour qu'il y ait plus de transparence dans la manière dont les États dotés de l'arme nucléaire rendent compte de leurs activités en matière de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération. Dans le même temps, nous avons accéléré nos efforts en faveur de l'application universelle du protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), que nous jugeons essentielle pour garantir que les activités nucléaires gardent un caractère pacifique. Nous considérons que l'association accord de garanties généralisées et protocole additionnel forme la norme de référence actuelle en matière de vérification.

Les Pays-Bas sont favorables à des garanties données sur une base bilatérale dans le cadre du programme d'appui aux États Membres. Il y a quelques semaines à peine, le Ministre Rosenthal a annoncé le versement d'une contribution volontaire d'un montant de 100 000 euros à l'appui des efforts de l'AIEA pour l'universalisation du protocole additionnel. Conjointement avec d'autres pays participant à l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, nous examinons actuellement de nouvelles propositions novatrices et concrètes pour appliquer le plan d'action.

Pour faire avancer le programme mondial de non-prolifération, de désarmement et de maîtrise des armements, les Pays-Bas estiment qu'il est indispensable de trouver le moyen de sortir enfin la Conférence du désarmement de l'impasse, car cette paralysie nous a empêchés d'entamer les négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Ces négociations auraient dû démarrer il y a longtemps déjà. Les Pays-Bas veulent aller de l'avant, de préférence au sein de la Conférence du désarmement, mais sont également disposés à envisager d'autres moyens d'y parvenir. Les Pays-Bas sont prêts à donner à la Conférence du désarmement une nouvelle chance de se mettre d'accord sur un programme de travail et de le mettre en œuvre, mais uniquement si des travaux préparatoires sont menés en parallèle pour envisager d'autres solutions et que des

échéances claires sont fixées. C'est pourquoi les Pays-Bas, conjointement avec l'Afrique du Sud et la Suisse, viennent de présenter un projet de résolution faisant suite à la réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement. Les Pays-Bas appuient aussi fermement le projet de résolution sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, présenté par le Canada.

Les Pays-Bas sont attachés à l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et à la promotion de son entrée en vigueur rapide. Nous sommes conscients des avantages qu'offre le Système de vérification du TICE, y compris le système de surveillance international, en matière de sécurité et dans le secteur civil et nous estimons qu'il faut envisager l'extension de l'utilisation civile du système de surveillance à d'autres domaines relatifs à l'alerte rapide et aux interventions d'urgence. Nous continuerons, aux côtés des autres États participant à l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement, à saisir toutes les occasions qui se présentent sur la scène diplomatique pour appeler les États à signer le TICE et à le ratifier.

Les Pays-Bas restent très attachés à ce que les pays qui souhaitent renforcer, de manière responsable, leurs capacités relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire puissent le faire dans les meilleures conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération. On ne saurait surestimer le rôle de l'AIEA s'agissant de renforcer la non-prolifération nucléaire, de garantir la sûreté et la sécurité de l'énergie nucléaire et de promouvoir le développement des technologies nucléaires. Il est par conséquent impératif que l'Agence soit dotée des ressources nécessaires lui permettant d'avoir l'autorité, l'expertise et les ressources voulues pour s'acquitter de son mandat. À cet égard, nous accueillons avec satisfaction l'accord trouvé sur le nouveau budget pour 2012-2013. Nous nous félicitons également de l'adoption, l'année dernière, d'une nouvelle stratégie à moyen terme, qui traite avec rigueur des problèmes et priorités de l'Agence et contient un engagement clair en faveur de l'efficacité et de l'efficience dans l'exécution de ses tâches durant les années à venir.

Nous nous associons à l'appel international demandant d'imposer les normes les plus élevées pour la sûreté des centrales nucléaires et de renforcer les mesures de sûreté nucléaire à l'échelle mondiale, et nous accueillons avec satisfaction les conclusions

issues de la réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires organisée le 22 septembre par le Secrétaire général. Les Pays-Bas soulignent également l'importance de la réflexion entreprise concernant les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire.

La communauté internationale continue d'être confrontée à des problèmes majeurs dans le domaine de la prolifération nucléaire, notamment ceux posés par l'Iran, la Syrie et la République populaire démocratique de Corée. Nous devons être unis pour relever ces défis et prendre des mesures vigoureuses à cet égard. Nous avons constaté avec une très grande préoccupation que le dernier rapport du Directeur général de l'AIEA (voir [A/66/95](#)) confirme que la République islamique d'Iran, en violation de ses obligations, continue de développer ses activités d'enrichissement, notamment en portant à 20 % sa capacité d'enrichissement. L'AIEA s'inquiète de plus en plus de l'existence possible en Iran d'activités passées ou actuelles non divulguées liées au nucléaire, impliquant des organisations relevant du secteur militaire, notamment des activités relatives à la mise au point d'une charge nucléaire pour un missile, au sujet de laquelle l'AIEA continue de recevoir des informations. L'Iran ne coopère toujours pas suffisamment pour permettre à l'Agence de fournir des garanties crédibles sur l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées en Iran et donc de conclure que toutes les matières nucléaires en Iran sont utilisées à des fins pacifiques. Nous exhortons l'Iran à répondre à toutes les préoccupations actuelles de l'AIEA, à apporter une réponse favorable, par des mesures concrètes, à sa demande de dialogue et à autoriser rapidement l'accès aux installations, équipements, documents et personnes concernés.

Les Pays-Bas demeurent extrêmement préoccupés par le programme nucléaire iranien. L'Iran doit suspendre toutes ses activités d'enrichissement et ses projets liés à l'eau lourde, y compris en matière de recherche et développement; appliquer l'accord de garanties dans son intégralité; mettre en œuvre le protocole additionnel et coopérer pleinement avec l'AIEA pour clarifier toutes les questions en suspens, en particulier celles abordées dans le dernier rapport de l'AIEA, qui nourrissent de plus en plus les craintes quant à la possible dimension militaire de son programme nucléaire.

L'Iran doit se conformer à ses obligations internationales et mettre en œuvre les résolutions du

Conseil de sécurité et du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA. Les Pays-Bas appuient les efforts déployés par la Haute Représentante de l'Union européenne, de concert avec l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni, pour amener l'Iran à s'engager dans un processus diplomatique constructif. L'objectif primordial demeure que l'Iran accepte de se prêter à des pourparlers sérieux, sans conditions préalables. La porte du dialogue reste ouverte et nous appelons l'Iran à engager ces pourparlers pour parvenir à un règlement négocié.

Les Pays-Bas sont gravement préoccupés par les manquements de la République arabe syrienne à son Accord de garanties. Ils ont accueilli avec satisfaction la décision prise en juin par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA d'informer le Conseil de sécurité de cette question. Les Pays-Bas invitent instamment la Syrie à collaborer pleinement avec l'AIEA afin de régler toutes les questions en souffrance, de se mettre en conformité avec l'accord de garanties et de permettre l'entrée en vigueur d'un protocole additionnel le plus tôt possible.

Les Pays-Bas réitèrent leur vive préoccupation à l'égard de la décision prise par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée de cesser toute coopération avec l'AIEA. Ils demeurent extrêmement préoccupés par la révélation que la République populaire démocratique de Corée a un programme d'enrichissement de l'uranium. Ces activités représentent une nouvelle violation par la République populaire démocratique de Corée de ses obligations internationales. Celle-ci doit se conformer sans retard à toutes ses obligations internationales au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'AIEA et faire la preuve de sa volonté de mettre en œuvre ses engagements antérieurs par des actes concrets, de nature à créer les conditions propices à la reprise des pourparlers à six en vue de la dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne.

Les Pays-Bas appuient la convocation en 2012 d'une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient. Nous accueillons, par conséquent, avec une vive satisfaction l'annonce faite au début de la présente séance de la nomination d'un facilitateur en la personne du Sous-Secrétaire d'État finlandais, M. Laajava, et du choix de la Finlande comme pays d'accueil de la conférence. Nous adressons nos

félicitations à M. Laajava comme au Gouvernement finlandais, auxquels nous souhaitons plein succès. Dans la perspective de cette conférence, nous sommes prêts à jouer un rôle actif à chaque fois que cela pourra être utile.

De graves problèmes demeurent dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, auxquels nous devons nous atteler résolument. Les Pays-Bas continuent d'œuvrer en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires tout en sachant que cet objectif ne pourra se réaliser en un jour. Néanmoins, nous sommes fermement convaincus que, moyennant une démarche prudente et graduelle, ce monde sera à la portée des générations à venir.

M. Kmentt (Autriche) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole, je saisis cette occasion pour féliciter le Président de son accession à ces importantes fonctions.

De l'avis de l'Autriche, les armes nucléaires représentent l'un des plus graves dangers et des problèmes les plus importants qui soient pour la communauté internationale. Leur détention par certains États demeure l'un des plus puissants facteurs qui en incitent d'autres à chercher à en acquérir. La contribution qu'elles représentent à la stabilité n'est qu'un vestige peu convaincant du passé. Le risque de voir échouer des armes de ce type aux mains de terroristes et les effets humanitaires, écologiques, sanitaires et économiques inimaginables des armes nucléaires les rendent inutilisables, en même temps qu'inenviables du point de vue éthique dans la conduite des affaires internationales. La communauté internationale doit trouver un moyen de faire face à cette problématique.

L'année dernière, dans le cadre de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010, tous les États parties se sont engagés à appliquer des politiques pleinement compatibles avec l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Le plan d'action pour le désarmement nucléaire affirme que tous les États doivent déployer des efforts particuliers pour mettre en place le cadre nécessaire à la réalisation et au maintien d'un monde sans armes nucléaires. On y relève la proposition en cinq points du Secrétaire général en vue du désarmement nucléaire, qui propose d'examiner une convention ou un accord relatif aux armes nucléaires portant sur un ensemble d'instruments se renforçant mutuellement. L'Autriche tient à souligner

l'importance que revêt l'inscription projetée d'un tel cadre juridique à l'ordre du jour international en matière de désarmement.

L'obtention, finalement, d'un accord en 2010 a donné un peu de répit au TNP, dont la crédibilité, néanmoins, reste remise en question sur tous les fronts en raison des préoccupations très réelles sur le plan de la prolifération et du peu de progrès enregistrés en ce qui concerne l'article VI. Les engagements conclus en 2010 doivent être mis en œuvre sans retard par tous les États parties au TNP. Et pour cela, il faudra enregistrer des progrès tangibles et crédibles au cours du présent cycle d'examen. Nous attendons avec intérêt la convocation des États parties au TNP l'année prochaine, à Vienne, pour le premier Comité préparatoire, qui sera l'occasion de se concentrer particulièrement sur les questions liées à Vienne, où l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) apporte une contribution si importante à la mise en œuvre du TNP. Le rôle pivot de l'Agence sur les plans de la non-prolifération et de la sûreté et la sécurité nucléaires doit être accru et renforcé, face à la fois aux défis inquiétants de la prolifération inscrits à l'ordre du jour à Vienne et à la nécessité urgente d'une réflexion sérieuse, dans le sillage de la catastrophe de Fukushima Daiichi.

Vienne accueille également la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), qui a un rôle crucial à jouer dans la mise au point du régime efficace de désarmement et de non-prolifération nucléaires que nous recherchons. Nous nous félicitons de l'intention déclarée de l'Indonésie et des États-Unis de s'acheminer vers la ratification du TICE et nous espérons qu'il sera donné suite à ces annonces le plus rapidement possible. En outre, nous exhortons les autres États de l'annexe 2 à saisir l'occasion pour montrer la voie dans le domaine du désarmement mondial et de la non-prolifération en ratifiant le TICE sans retard.

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires dépendent d'un solide régime de vérification. L'AIEA continue d'étendre et de renforcer son système de garanties et le TICE poursuit le renforcement de ses capacités. Les deux organisations ont fait la preuve que la vérification fonctionne et que les institutions multilatérales sont extrêmement efficaces à cet égard, en raison de leur impartialité et de leur légitimité multilatérale.

La conférence de 2012 sur la mise en place au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive a été un facteur intrinsèque et déterminant du consensus obtenu à la Conférence d'examen du TNP l'année dernière. Il importe que ce processus soit mis sur les rails, de façon crédible, et que toutes les parties prenantes s'y attèlent avec le désir sincère de progresser. C'est de la plus haute importance non seulement pour les pays de la région mais également pour l'ensemble des membres du TNP et même toute la communauté internationale. C'est pourquoi nous sommes ravis que la Finlande ait été choisie pour faciliter et accueillir cet important processus. Nous souhaitons plein succès à la Finlande dans cette entreprise difficile.

À notre sens, le débat général a illustré, encore une fois, la tournure préoccupante prise par notre discours sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Nous sommes enlisés dans des débats de procédure, où tend à se perdre la notion de l'urgence qu'il y a à progresser sur le fond, et où sont constamment répétées les mêmes positions. Prenons par exemple notre appel – que je réitère donc ici – à l'importance de la ratification universelle du TNP et de l'adhésion au Traité de tous les États qui ne l'ont pas encore fait en qualité d'États non dotés de l'arme nucléaire. Aussi important qu'il soit, cet appel, malheureusement, sonne un peu creux et a quelque chose d'improbable, comme tant d'autres déclarations et de dogmes apparents que l'on entend au sein de cette Commission et ailleurs depuis des années. Pourtant, nous semblons tous être d'accord sur le fait que nous traitons de questions auxquelles il est nécessaire de s'atteler de toute urgence. Alors, pourquoi sommes-nous incapables de nous arracher à cet état d'inertie et d'ouvrir notre discours à de nouvelles méthodes et conceptions pour permettre des progrès multilatéraux sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires?

L'exemple type de ce débat est la Conférence du désarmement, à Genève, la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement chargée de négocier les traités relatifs au désarmement. Notre délégation souscrirait pleinement à cette description, fréquemment reprise, si elle était vraie. Or, après être restée bloquée pendant une décennie et demie, la Conférence semble être réduite à une enceinte où le dialogue multilatéral sur les questions de désarmement n'est qu'un simulacre, sans aucune incidence ni progrès de fond. Je tiens à souligner que la responsabilité en incombe non seulement aux États dotés de l'arme nucléaire ou dotés

d'une capacité nucléaire, mais également à l'ensemble des membres.

Nous voulons, certes, que la Commission du désarmement se montre à la hauteur de son mandat, mais le fait est qu'elle s'est avérée incapable de s'en acquitter concrètement depuis maintenant 15 ans. Pendant cette période, la responsabilité de l'obstruction des progrès, ou des efforts faits pour maintenir le discours de la Commission sur des bases stériles et dogmatiques, a été partagée par une variété d'acteurs. De notre point de vue, à tout le moins, trop de parties prenantes semblent avoir à cœur de maintenir le statu quo le plus longtemps possible. À ce jour, cette méthode a porté ses fruits. La majorité silencieuse se plaint de cet état de choses et appelle au changement mais cela n'a encore rien donné. À moins que la communauté internationale n'adopte une manière de procéder plus innovante, cette paralysie persistera et nous ne disposerons d'aucun processus de désarmement multilatéral digne de ce nom avant très longtemps.

Pouvons-nous mobiliser la volonté politique nécessaire pour avancer de façon plus déterminée et plus constructive? C'est là la question qui nous est venue à l'esprit après les interventions faites dans le cadre du débat général. L'Autriche, en collaboration avec le Mexique et la Norvège, a présenté un projet de résolution intitulé « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement » (A/C.1/66/L.21), qui, à notre avis, propose une démarche réaliste, crédible et constructive pour aller de l'avant. Nous attendons avec intérêt d'examiner et d'évaluer cette démarche avec tous les États qui veulent que les choses avancent sur le fond.

M^{me} Silveira (Uruguay) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et des États associés : Argentine, État plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, et mon pays, l'Uruguay.

Le MERCOSUR et les États associés prennent la parole pour renouveler leur attachement à la promotion d'un monde exempt d'armes nucléaires. La communauté internationale est de plus en plus consciente du fait que tant que les armes nucléaires existeront, le risque réel de leur utilisation et de leur prolifération subsistera. L'existence de ces armes réduit la sécurité de tous les États, y compris ceux qui les

possèdent. Nous espérons que les États dotés de ces armes respecteront leurs engagements et entameront de bonne foi un processus général, transparent, irréversible, vérifiable et assorti d'un calendrier bien défini, en vue de parvenir au désarmement nucléaire.

Le MERCOSUR et les États associés reconnaissent que certains événements positifs sont intervenus dans le domaine du désarmement nucléaire. À cet égard, nous saluons la ratification par les États-Unis et la Fédération de Russie du Traité sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, dit nouveau traité START. Nous relevons également les annonces de certains États dotés d'armes nucléaires concernant la réduction du rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité, ainsi que les déclarations d'autres États dotés d'armes nucléaires concernant des mesures propres à renforcer leurs assurances négatives de sécurité. En outre, le MERCOSUR et les États associés se félicitent que les États dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) aient fait part de leur intention de poursuivre et de mener à bien le processus de ratification du Traité.

Certes, ces événements et ces initiatives démontrent la priorité renouvelée accordée aujourd'hui aux questions de désarmement et de non-prolifération dans l'ordre du jour international, mais ils ne suffisent pas pour nous rapprocher de l'objectif ultime d'un monde exempt d'armes nucléaires. Pour parvenir à cet objectif, le MERCOSUR et les États associés espèrent que la Première Commission veillera au suivi des résultats obtenus au cours de la huitième Conférence d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tels qu'énoncés dans le Document final [NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)]. Ces résultats nous ont aidés à aborder une nouvelle étape du processus du désarmement nucléaire. En vertu du TNP, les États dotés d'armes nucléaires ont accepté le principe du désarmement nucléaire et les États non dotés d'armes nucléaires se sont engagés à ne pas mettre au point de telles armes. En outre, le TNP a réaffirmé le droit inaliénable de tous les États à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

L'absence de progrès dans le domaine du désarmement a été la principale raison à l'origine de la convocation de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation. Nous rappelons également que la

Conférence d'examen de 2000 a adopté 13 mesures concrètes en vue du désarmement nucléaire – une étape très importante à cette époque, mais dont la mise en œuvre n'a pas été à la hauteur de nos espoirs s'agissant de réaliser des progrès véritables dans ce domaine. L'adoption du Document final de la Conférence de 2010 et d'un plan d'action définissant 64 actions en vue de la mise en œuvre des 13 mesures concrètes adoptées en 2000 constitue donc un signe catégorique d'une nouvelle dynamique positive dans le processus de désarmement nucléaire. Le MERCOSUR et les États associés se félicitent de l'adoption des 64 mesures, en vertu desquelles les puissances nucléaires ont, entre autres choses, réaffirmé sans ambiguïté leur promesse d'éliminer leurs arsenaux nucléaires, décidé d'accélérer la mise en œuvre de mesures concrètes et convenu que le processus de réduction des arsenaux nucléaires devrait couvrir tous les types d'armes nucléaires sans exception.

Les progrès effectués à la Conférence d'examen du TNP contrastent avec l'impasse dans laquelle se trouve toujours la Conférence du désarmement, faute de consensus sur les différents points inscrits à son ordre du jour. La Conférence a terminé sa session de 2011 sans avoir adopté de programme de travail, ce qui lui aurait permis de commencer ses travaux de fond. Nos pays continueront à apporter leur plein appui à une formule de consensus qui permettrait à la Conférence du désarmement d'adopter un programme de travail et de négocier de nouveaux instruments de désarmement.

Tout en soulignant qu'ils sont prêts à entamer sans retard des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production des matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et d'autres dispositifs explosifs nucléaires qui promeuve les objectifs de non-prolifération et de désarmement nucléaire, les membres du MERCOSUR et les États associés insistent également sur le fait qu'il importe de progresser sur le fond sur d'autres questions essentielles figurant à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, tels le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. Nous espérons que les débats sur ces quatre questions mèneront à la conclusion d'instruments juridiques.

Il est capital et urgent que tous les États n'ayant pas encore ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), en particulier tous les États dotés d'armes nucléaires et ceux visés à l'annexe 2 du

Traité, le fassent le plus rapidement possible. Nous accueillons avec satisfaction les ratifications par le Ghana et la Guinée. Le MERCOSUR et les États associés réaffirment l'importance de maintenir un moratoire sur les essais nucléaires. À cet égard, il est impératif que tous les États s'engagent à ne pas encourager ni effectuer d'essais nucléaires ou toute autre forme d'explosions nucléaires, ainsi que tout autre acte contraire aux dispositions et obligations du TICE.

En tant que membres de la zone exempte d'armes nucléaires la plus densément peuplée, établie par l'adoption du Traité de Tlatelolco, le MERCOSUR et les États associés soulignent la contribution des zones exemptes d'armes nucléaires à la promotion du désarmement nucléaire et à la non-prolifération. À cet égard, la deuxième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie a été une importante initiative qu'il convient de poursuivre. Il convient aussi de souligner la décision de tenir une conférence en 2012 en vue de l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les membres du MERCOSUR et les États associés accueillent avec satisfaction l'annonce par le Président de la Commission de la désignation d'un facilitateur et d'un pays hôte pour cette conférence.

Nous soulignons l'importante contribution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aux efforts visant à établir un système international plus sûr. À cet égard, nous mettons l'accent sur l'importance du régime de garanties de l'AIEA, conformément aux dispositions du TNP et des traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires, en tant qu'outil essentiel pour garantir la non-utilisation de matières nucléaires à des fins militaires. Nous soulignons également la précieuse contribution que l'AIEA peut apporter aux efforts de désarmement au moyen de vérifications indépendantes.

Sur ce point, nous voudrions mettre en exergue le rôle important de l'Agence argentine-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, qui a célébré ses 20 ans d'existence en 2011. Créée par l'Argentine et le Brésil, elle est la seule et unique organisation binationale de garanties au monde. En tant qu'organisme régional de garanties, son principal objectif est de garantir aux deux pays et à la communauté internationale que toutes les matières

nucléaires dont disposent les deux pays seront utilisées à des fins exclusivement pacifiques.

L'ABACC est la première étape d'une intégration entre l'Argentine et le Brésil dans le domaine nucléaire. Elle est l'illustration manifeste de la volonté politique des deux pays de promouvoir la transparence de leurs programmes nucléaires en instaurant un climat de confiance mutuelle et en collaborant de manière constructive aux politiques de non-prolifération auxquelles les deux pays ont souscrit au plan international. En réaffirmant le caractère stratégique du dialogue, de la coordination et de la confiance renforcée dans le domaine nucléaire bilatéral, l'ABACC montre clairement la volonté de l'Argentine et du Brésil d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques.

Les États membres du MERCOSUR et les États associés se félicitent de ce que le Groupe des fournisseurs nucléaires ait reconnu récemment que l'accord de garanties qui existe au sein de l'ABACC constitue les garanties les plus fortes dans le domaine du nucléaire. Nous notons que le Groupe des fournisseurs nucléaires a également ratifié le droit des pays pacifiques comme l'Argentine et le Brésil d'avoir un accès non limité à l'échange d'information relative à la mise en valeur des technologies les plus utiles pour leurs programmes nucléaires respectifs.

Le MERCOSUR et les États associés considèrent que les armes nucléaires n'ont aucune place dans le nouvel ordre mondial plus juste, prospère et démocratique que nous souhaitons tous édifier. Nous sommes convaincus que si les ressources consacrées aux programmes d'armes nucléaires servaient à appuyer le développement social et économique, l'humanité tout entière s'en trouverait mieux. Les armes nucléaires sont le legs lamentable d'une époque et d'une mentalité que l'humanité a réussi à dépasser. Nous espérons que la Première Commission sera capable, par le biais de ses résolutions et de ses décisions, de concrétiser et d'encourager cette nouvelle réalité.

M. Danon (France) : Puisque, par chance, je prends la parole aujourd'hui, je voudrais d'abord souligner combien je me réjouis, comme bien d'autres, de la nomination d'un facilitateur, ainsi que du choix du pays hôte pour l'organisation en 2012 d'une conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Il s'agit d'une étape importante pour tous les pays concernés de la

région, et c'est aussi, bien évidemment, une étape importante dans la mise en œuvre de la feuille de route que constitue le plan d'action de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

L'année qui vient de s'écouler a été marquée par des avancées positives dans le domaine nucléaire avec, notamment, l'entrée en vigueur du nouvel accord START et le début d'une concertation désormais régulière des pays du P5 en vue de remplir leurs engagements souscrits dans le cadre du plan d'action du TNP. Mais cette année a vu aussi le franchissement de nouvelles étapes, particulièrement dangereuses et déstabilisantes, d'aggravation de la prolifération nucléaire. De plus, le débat général qui s'est achevé il y a trois jours a montré, à nouveau, une frustration croissante devant les blocages du multilatéralisme.

Je voudrais rappeler ici la manière qu'a mon pays d'appréhender ces questions. Dans le domaine du désarmement nucléaire, nul ne peut douter de la volonté de la France. Nous comptons parmi les rares États qui ont pris des mesures de désarmement de nature irréversible. Nous avons, en près de 15 ans, éliminé de moitié le nombre de têtes nucléaires et communiqué, par souci de transparence, le plafond (300 têtes) de la totalité de notre arsenal. Nous avons entièrement démantelé notre composante sol-sol; nous avons réduit de 30 % notre composante aéroportée et notre composante océanique. Nous avons ratifié le traité d'interdiction des essais nucléaires il y a 12 ans déjà et démantelé nos sites d'essais. Nous avons cessé la production de plutonium et d'uranium pour les armes nucléaires et démantelé les installations correspondantes. Notre doctrine, strictement défensive, limite rigoureusement le recours aux armes nucléaires, en réservant celui-ci aux cas extrêmes de légitime défense.

Notre volonté de travailler avec les autres États dotés est, elle aussi, parfaitement claire. Je rappelle qu'en ce sens, comme tous les membres le savent, nous avons invité à Paris en juillet dernier nos partenaires du P5 pour la première réunion de suivi de la Conférence d'examen de 2010. Le succès de cette rencontre a été, d'abord, dû à la détermination manifeste des États dotés de l'arme nucléaire à poursuivre la mise en œuvre d'actions concrètes destinées à assurer le plein respect de leurs engagements à l'égard du Traité. Nous avons commencé à examiner la manière d'être au rendez-vous de 2015, sur les trois piliers du Traité.

Nous avons, de plus, entamé une série de consultations avec d'autres pays pour promouvoir le lancement rapide de la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement. Nous avons aussi, en deux séries de discussions, à Genève et à New York, considérablement progressé avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour établir un protocole au Traité de Bangkok établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. La France, quant à elle, sera prête à rendre compte dès 2014, des résultats de ses actions et des progrès accomplis dans le cadre de ses engagements, notamment ceux liés aux actions 5 et 21 du plan d'action.

Mais j'insiste sur un point : la réussite du plan d'action est l'affaire de tous. Notre réussite collective viendra de ce que chaque État partie aura rempli la part qui lui revient dans la mise en œuvre des mesures adoptées; nous aurons alors, ensemble, progressé vers un monde plus sûr. Disant cela, je n'élude pas la responsabilité particulière des États dotés, et surtout pas dans le domaine du désarmement nucléaire. La France assume la sienne, par des actions concrètes comme je l'ai rappelé. Je relève simplement que l'amélioration du contexte stratégique, dont chacun de nous porte une part, précède toujours chaque nouvelle étape de réduction des arsenaux nucléaires.

Ainsi, par exemple, la baisse considérable du nombre de têtes aux États-Unis, en Russie, au Royaume-Uni et en France depuis 20 ans a-t-elle été rendue possible par la fin de la guerre froide et la construction d'une Europe enfin réunie. De même, seule une dynamique soutenue visant à réduire les graves tensions qui affectent, de façons différentes mais toujours extrêmement dangereuses, tant le Moyen-Orient que le sous-continent indien et la péninsule coréenne, permettra des progrès décisifs du désarmement dans ces régions du monde. Nous devons donc travailler simultanément à des stratégies ciblées de règlement de ces tensions et au renforcement des mécanismes de sécurité collective. C'est par cette voie, à la fois étroite et réaliste, que nous ferons des progrès tangibles vers le désarmement réel, et que nous rendrons l'élimination des armes nucléaires réalisable à terme.

J'ai rappelé, dans mon discours du débat général (voir [A/C.1/66/PV.5](#)), que la plus grande menace à la sécurité internationale était aujourd'hui la prolifération nucléaire. L'année qui vient de s'écouler n'incite pas

l'optimisme. La France porte, dans tous les forums – y compris au Groupe des Huit dont nous avons assuré la présidence cette année – un effort particulier sur la réduction de ce danger; le renforcement du régime de non prolifération est, pour nous, une priorité absolue.

L'Iran reste au sommet de nos préoccupations car ses ambitions militaires, nucléaires et balistiques constituent une menace croissante pour la sécurité internationale et la stabilité de la région. Depuis de nombreuses années, l'Iran poursuit, en violation des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), une politique du fait accompli. Les signaux alarmants s'accumulent : annonce du triplement des capacités de production d'uranium enrichi à 20 % sans finalité civile crédible, installation de premières centrifugeuses dans l'usine de Qom, construite dans la clandestinité et dissimulée à la communauté internationale jusqu'en 2009.

Dans ce contexte, le dernier rapport de l'AIEA (voir [A/66/95](#)), distribué le 2 septembre, a montré l'aggravation de la situation sur le terrain. L'Agence souligne la coopération toujours très insuffisante de l'Iran sur tous ses sujets de préoccupation, insuffisance qui l'empêche de garantir la finalité exclusivement civile du programme nucléaire iranien. Elle fait part, de ce point de vue, de son inquiétude croissante devant « l'existence possible, en Iran, d'activités secrètes, passées ou actuelles – je répète « actuelle », liées à une possible dimension militaire du programme iranien, concernant le développement d'une charge nucléaire pour un missile balistique. Elle ajoute disposer à ce sujet d'informations détaillées, exhaustives, cohérentes et crédibles.

Les indices graves et sérieux sur des travaux relatifs à la conception et à la fabrication d'armes nucléaires par l'Iran sont un motif majeur d'inquiétude pour la communauté internationale. Ils s'ajoutent à la poursuite par l'Iran d'un programme balistique et spatial mené en violation du droit international. La France continue à travailler avec ses partenaires en format E3+3 (Allemagne, France, Royaume-Uni, Chine, États-Unis, Russie) pour résoudre durablement cette crise majeure. Les E3+3 restent ouverts au dialogue et l'ont rappelé en marge de la dernière Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire d'une déclaration publiée en leur nom par la Haute-Représentante de l'Union européenne. Ils sont prêts, toutefois, compte tenu de l'absence de réelle volonté de l'Iran de négocier concrètement et

sérieusement sur son programme nucléaire, à continuer à renforcer la pression sur Téhéran.

L'Iran n'est malheureusement pas le seul pays à provoquer l'inquiétude de la communauté internationale. En Corée du Nord, c'est la révélation d'un programme clandestin d'enrichissement, en violation des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009). En Syrie, c'est la violation de l'accord de garanties avec l'AIEA, établie par cette dernière en juin dernier et qui a conduit au transfert du dossier syrien au Conseil de sécurité par l'Agence. Bref, l'année passée n'aura pas été marquée, loin de là, par la résolution des crises persistantes de prolifération. On ne peut pas se contenter de le déplorer. La France est, plus que jamais, déterminée à agir avec ses partenaires pour contrer ces menaces particulièrement graves.

J'en viens maintenant au sujet maintes fois évoqué ici et qui alimente, année après année, une frustration collective : le blocage des négociations multilatérales de désarmement. Le débat général a souligné à nouveau, s'il en était besoin, que l'arrêt des travaux de la Conférence du désarmement a pour origine des antagonismes de nature politique et que des améliorations de procédure ne suffiront pas à débloquent ce forum. Le Pakistan, dans son intervention, a confirmé qu'il ne souhaitait pas participer à la prochaine étape, jugée pourtant nécessaire par l'ensemble de la communauté internationale pour aller collectivement vers la réduction des arsenaux. Cette prochaine étape est la négociation d'un traité d'arrêt de la production des matières fissiles à des fins d'armes nucléaires. Cela relève de sa responsabilité. Mais concernant les travaux de la Conférence du désarmement, ses préoccupations de sécurité l'amènent à proposer à la communauté internationale de modifier la hiérarchie des urgences qu'elle s'est elle-même fixée. Ceci n'est pas acceptable.

Les résolutions déposées cette année – aujourd'hui étant la date limite des dépôts – sont intéressantes en ce qu'elles cherchent à contribuer, le plus concrètement possible et de façon réaliste, à débloquent la négociation du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. La résolution sur la négociation du futur traité, portée par le Canada, que ma délégation remercie sincèrement, ne se contente pas, comme les années précédentes, d'appeler la Conférence du désarmement à adopter un programme de travail. Elle propose un mécanisme visant à réellement progresser, même au cas où la Conférence du désarmement se révélerait dans l'année qui vient à nouveau incapable d'adopter

un tel programme. Nous espérons que ces efforts permettront enfin à cette enceinte, qui demeure à nos yeux la seule appropriée pour négocier le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, de retrouver le rôle actif qui doit être le sien.

Cela étant, il me paraît aussi important que d'autres résolutions touchant au domaine nucléaire, comme celle portée par la Coalition pour un nouvel agenda, n'essaient pas de rouvrir des compromis difficilement atteints, par exemple dans le cadre de la Conférence d'examen du TNP. Le libellé actuel de certaines résolutions tend ainsi à modifier et à amplifier certains engagements contractés dans le cadre du plan d'action adopté par consensus en mai 2010. Cela ne nous paraît guère productif. Nous avons collectivement œuvré alors à un consensus nous permettant de progresser vers une sécurité accrue pour tous. Attachons-nous aujourd'hui à préserver l'esprit qui a permis cette avancée du multilatéralisme et concentrons-nous sur la mise en œuvre effective du plan d'action de 2010.

Enfin je voudrais assurer le Président qu'il peut compter sur la pleine coopération de ma délégation afin d'assurer le meilleur succès aux travaux de notre Commission.

M. Almansoori (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Ma délégation remercie M. Sergio Duarte, Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, de sa déclaration concernant la Conférence de 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Je félicite le Secrétaire général d'avoir choisi la Finlande pour accueillir la Conférence de 2012 et d'avoir nommé un facilitateur finlandais pour coordonner et préparer la Conférence. Je m'associe à la déclaration faite par le représentant du Qatar au nom du Groupe des États arabes concernant l'importance que revêt la Conférence, dont nous espérons que toutes les parties contribueront activement à assurer le succès.

Bien que quelques progrès soient à noter dans le domaine du désarmement nucléaire, nous continuons d'espérer que les États dotés d'armes nucléaires vont entamer des négociations sérieuses et efficaces pour conclure un accord qui mettra fin à toutes les activités visant à améliorer et développer les armes nucléaires et leurs vecteurs et favorisera l'élimination progressive de ces armes. À cet égard, les Émirats arabes unis appellent tous les États dotés d'armes nucléaires à honorer leurs obligations et leurs promesses – qui ont

été réaffirmées aux Conférences successives des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), notamment à la Conférence d'examen de 2010 – dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Dans ce contexte, nous exhortons également les États non parties au TNP à y accéder sans plus attendre.

Nous appelons par ailleurs la communauté internationale à redoubler d'efforts pour faire pression sur Israël afin qu'il soumette ses installations nucléaires au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, notamment la résolution adoptée par la sixième Conférence d'examen du TNP en 2000, qui appellent toutes à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Nous prions en outre la communauté internationale, en particulier les États dotés d'armes nucléaires et les autres pays influents, de faire preuve d'une véritable volonté politique de contribuer à la mise en œuvre rapide et intégrale du plan d'action adopté à la Conférence d'examen du TNP de 2010, notamment en ce qui concerne les efforts visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Les Émirats arabes unis reconnaissent le droit inaliénable de tous les pays à développer et utiliser la technologie nucléaire à des fins pacifiques, et ils soulignent que ces droits s'accompagnent de responsabilités et d'obligations importantes pour les États, notamment le plein respect du principe de non-prolifération et la nécessité de soumettre au plus vite toutes les installations nucléaires au régime des garanties généralisées de l'AIEA. Mon pays attache une grande importance au régime des garanties de l'AIEA, qui est le système idéal et le plus fiable pour garantir que les matières et les installations nucléaires sont utilisées à des fins pacifiques. Il souligne également la nécessité de régler les problèmes que rencontre le système des garanties et de donner à l'AIEA les moyens de s'acquitter pleinement de son mandat en matière de vérification des matières nucléaires déclarées par les États, mais également de détection des matières et des activités non déclarées.

L'Iran, comme tout autre pays, a le droit d'utiliser et de développer la technologie nucléaire à des fins pacifiques; ce faisant, il doit néanmoins impérativement honorer ses obligations en vertu des accords de garanties généralisées et des autres dispositions internationales

pertinentes, y compris les résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA.

En 2008, les Émirats arabes unis ont adopté une politique claire et détaillée relative au développement de leur programme d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qui reprend le point de vue et les engagements de notre pays concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire. Cette politique est fondée sur une transparence totale, le respect des normes les plus élevées en matière de non-prolifération et une pleine coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), des principes essentiels qui doivent être respectés dans tous les programmes et activités nucléaires. Les Émirats arabes unis, qui ont accédé au Protocole additionnel du système de garanties de l'AIEA et ont commencé à le mettre en œuvre en décembre 2010, considèrent que ce protocole donne à l'Agence de meilleurs moyens de fournir des garanties concernant les activités nucléaires des États.

Je terminerai en rappelant que mon pays continue d'appuyer tous les efforts diplomatiques déployés aux plans international et régional dans le but d'établir la confiance dans le domaine du désarmement stratégique, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Malaisie qui va présenter le projet de résolution [A/C.1/66/L.42](#).

M. Ishak (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord, au nom de la délégation malaisienne, à féliciter la Finlande de sa nomination en tant que facilitateur et hôte de la conférence de 2012, qui pourrait donner une impulsion à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.

Toujours au nom de ma délégation, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport intitulé « Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* », publié sous la cote [A/66/132](#) et présenté au titre du point 98 x) de l'ordre du jour. Nous remercions également les délégations qui ont communiqué les informations demandées en vertu de la résolution 65/76 du 8 décembre 2010.

Le désarmement nucléaire occupe un rôle central dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies. Cela est attesté dans la toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1946, la

résolution 1 (I), dans laquelle il est question, notamment, d'éliminer des armements nationaux les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives. Vingt-deux ans plus tard, la communauté internationale adoptait le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ouvert à la signature en 1968. Pourtant, bien que 65 années se soient écoulées depuis 1946 et que la guerre froide ait pris fin il y a deux décennies, on dénombre encore plus de 20 000 armes nucléaires, dont le statut opérationnel n'est pas connu avec certitude.

Dans un tel contexte, l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* constitue un important jalon dans l'action internationale menée pour parvenir au désarmement nucléaire étant donné qu'il représente un puissant argument moral pour l'élimination totale de ces armes. En termes on ne peut plus clairs, la cour mondiale a déclaré que tous les États Membres ont l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace.

À cet égard, chaque année depuis 1996 la Malaisie présente un projet de résolution intitulé « Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* ». Elle le fera de nouveau cette année au nom des auteurs de ce texte. Pour obtenir l'appui le plus large possible, d'importantes décisions de la Cour internationale de Justice sont reprises telles quelles, notamment aux paragraphes 1 et 2 du projet de résolution (A/C.1/66/L.42). Le texte inclut également des références à plusieurs éléments du plan d'action sur le désarmement nucléaire qui ont fait l'objet d'un accord consensuel à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

Entre autres éléments importants, ce projet de résolution propose que soit élaborée une convention relative aux armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, l'essai, le déploiement, le stockage, le transfert, la menace ou l'emploi de ces armes et prévoyant leur élimination. La Malaisie considère que l'approche globale et progressive prévue dans le projet de convention permettra aux États de parvenir à une mise en œuvre équilibrée des activités liées au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, ce qui est essentiel pour faire en sorte que

le TNP demeure la pierre angulaire du maintien de la paix et de la sécurité internationales et éliminer totalement les armes nucléaires. Pour continuer à aller de l'avant dans ce domaine, nous devons nous entendre sur l'ouverture des négociations multilatérales. Cela suppose que les États dotés de l'arme nucléaire fassent preuve de bonne foi. Nous appelons donc les États concernés à agir en conséquence.

Appuyer ce projet de résolution c'est réaffirmer notre attachement au processus multilatéral dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Nous remercions les États qui se sont portés coauteurs du projet et nous invitons les autres délégations à suivre leur exemple. Nous espérons sincèrement que ce projet de résolution continuera de bénéficier de l'appui de toutes les délégations.

M^{me} Al-Dhaen (Bahreïn) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays appuie la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés. Ma délégation salue également l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général concernant la nomination du facilitateur et du pays hôte de la conférence de 2012 en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Je tiens à souligner que mon pays est fermement déterminé à appuyer de manière résolue les efforts de non-prolifération nucléaire et à respecter rigoureusement tous les instruments internationaux pertinents.

Si effectivement le monde aspire désormais à la coopération et à l'action pour adopter des positions communes afin de s'attaquer aux obstacles qui entravent le régime mondial de non-prolifération nucléaire, alors il nous faut œuvrer de concert en faveur d'un monde plus sûr et plus stable, qui permette à tous d'atteindre les objectifs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) par la réalisation de progrès dans la mise en œuvre des trois aspects essentiels de ce traité : la non-prolifération, le désarmement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous sommes encouragés à cet égard par ce qu'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/66/1), présenté à la présente session de l'Assemblée générale, concernant la détermination de l'ONU à collaborer avec les États Membres aux fins du maintien de normes efficaces en matière de désarmement et de non-prolifération et du renforcement des normes déjà en vigueur, ainsi que par les premiers efforts internationaux en faveur d'une convention relative aux

armes nucléaires à laquelle tous les États se conformeraient.

Nous appelons l'attention sur le fait que la résolution relative à la région du Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation est restée lettre morte ces dernières années. À cet égard, nous voudrions rappeler la décision n° 7362 adoptée par le Conseil de la Ligue des États à sa session extraordinaire tenue le 15 mai 2011 relative à l'élimination des armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient ainsi que les appels de nombreux États concernant la tenue d'une conférence internationale en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient qui mobilise la volonté politique, en particulier celle des États dotés de l'arme nucléaire, afin d'atteindre l'objectif visé dans le Traité. Néanmoins, nos craintes au sujet du retard accusé dans la mise en œuvre des mesures relatives au plan d'action pour le Moyen-Orient adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 sont quelque peu dissipées par le fait que, comme l'a signalé le Secrétaire général dans son rapport, les préparatifs sont en cours pour que la conférence prévue sur cette question ait effectivement lieu en 2012.

Dans ce contexte, Israël doit impérativement adhérer au TNP et soumettre ses installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), conformément à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité.

S'il est vrai que la présente session de la l'Assemblée générale se tient dans une conjoncture riche en événements déterminants, qui auront certainement un impact sur l'avenir, nous n'en sommes pas moins appelés à continuer d'œuvrer sans relâche et avec pragmatisme en vue du désarmement, d'autant plus qu'il existe une chance réelle d'instaurer la sécurité collective, la stabilité et la prospérité dans le monde. Il va sans dire que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est un instrument fondamental pour la sécurité collective et que notre intérêt à tous devrait nous dicter de le sauvegarder et même de le renforcer. Nous sommes confiants d'être aujourd'hui en mesure de réaliser ce que nous n'avons pas réussi à faire par le passé.

M. Ri Tong II (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Les armes nucléaires représentent le plus grand défi en matière de paix et de sécurité mondiales. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la fabrication des premières armes nucléaires, et 20 ans depuis la fin de la guerre froide. Néanmoins, la tendance existe toujours à une dépendance toujours accrue par rapport aux armes nucléaires, tandis que leur modernisation s'accélère au sein des puissances nucléaires. En outre, un pays possédant les stocks les plus importants d'armes nucléaires, et qui a choisi certains pays comme cibles de ses attaques préventives nucléaires, a élaboré un plan opérationnel d'attaques nucléaires et effectuée ouvertement des manœuvres de guerre nucléaire dans le cadre de ce plan.

Notre délégation voudrait attirer l'attention sur les points suivants. Premièrement, le désarmement nucléaire doit avoir pour objectif l'interdiction totale de l'emploi d'armes nucléaires et leur élimination à terme. L'existence des armes nucléaires ainsi que le recours ou la menace de recours à ces armes font peser une menace permanente sur l'humanité. En outre, tant que les armes nucléaires existeront en dehors de tout cadre juridique institué par traité et continueront de faire peser une menace sur la survie de l'humanité, la paix et la sécurité mondiales ne seront pas garanties.

La République populaire démocratique de Corée a toujours prôné l'élimination complète et totale des armes nucléaires, et elle réclame, en conséquence, l'adoption d'une convention sur l'interdiction des armes nucléaires, assortie de délais. En outre, le désarmement nucléaire doit avoir un caractère multilatéral, vérifiable et irréversible. À cet égard, nous soutenons la proposition visant à créer un comité spécial à cet effet et à engager des négociations sur le désarmement nucléaire dans les plus brefs délais.

Deuxièmement, les puissances nucléaires doivent s'abstenir de menacer d'utiliser l'arme nucléaire à l'encontre des États qui n'en sont pas dotés et leur fournir des assurances de sécurité négatives juridiquement contraignantes. Les États non dotés de l'arme nucléaire exigent des assurances de sécurité négatives obligatoires et contraignantes de la part des puissances nucléaires, à l'effet qu'ils n'auront jamais recours aux armes nucléaires, quelles que soient les circonstances. On ne doit plus tolérer des relations internationales où un pays est libre de brandir la menace nucléaire, alors que d'autres sont exposés à cette menace. Les puissances nucléaires doivent éliminer les parapluies nucléaires qu'ils étendent chez

leurs alliés et retirer toutes les armes nucléaires déployées en dehors de leur propre territoire. Ils doivent également renoncer à la doctrine nucléaire fondée sur l'utilisation préventive des armes nucléaires contre les États qui n'en sont pas dotés, et s'engager à leur fournir des assurances fermes de sécurité négatives et à négocier le plus rapidement possible un traité international.

Monsieur le Président, en espérant que la présente réunion contribuera à des résultats substantiels en matière de désarmement, nous vous assurons de notre coopération active avec la Commission et la Conférence du désarmement à Genève.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Nigéria qui va présenter le projet de résolution A/C.1/66/L.51.

M. Samaki (Nigéria) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je tiens à redire toute la confiance de ma délégation en votre direction des travaux de la Commission et en la capacité de votre bureau de vous y aider, afin que vous meniez ces travaux à bon port avec efficacité. Comme c'est la première fois que le Nigéria prend la parole dans le cadre du débat thématique sur le groupe de questions relatives aux armes nucléaires, ma délégation s'associe à la déclaration du groupe en faveur de la levée de l'état d'alerte, dont lecture a été donnée par le représentant de la Suisse au nom du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse, de la Malaisie et du Nigéria, sur l'état de préparation opérationnelle des armes nucléaires.

Au nom des États Membres de l'ONU membres du Groupe des États d'Afrique, je saisis également cette occasion pour présenter le projet de résolution intitulé « Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique » (A/C.1/66/L.51), qui a déjà été distribué aux collègues et aux représentants. Nous nous félicitons du large soutien dont a bénéficié ce texte dans le passé et, pour en garantir l'efficacité, invitons les États dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait à ratifier sans plus tarder les annexes pertinentes au Traité.

Le préambule de la Charte des Nations Unies de 1945 énonce l'objectif de cette noble organisation, à savoir « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Nous entendons l'expression « fléau de la guerre » comme désignant tous les actes de guerre et de conflit livrés à l'aide d'armes meurtrières, mais nous estimons que les armes nucléaires sont les plus

meurtrières de toutes les armes et un moyen inadmissible de faire la guerre et d'assurer la défense des États. Cet aspect relatif au danger que représentent les armes nucléaires est bien décrit dans l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice en 1996, dans lequel les juristes ont clairement affirmé que les armes nucléaires, du fait de certaines caractéristiques qui leur sont propres, constituent un danger pour la sécurité mondiale. Les armes nucléaires sont décrites comme des engins explosifs dont l'énergie est délibérément destinée à infliger des douleurs extrêmes et provoquer des destructions de grande ampleur. De par leur nature même, ce sont les armes les plus inhumaines jamais conçues dans le seul but de tuer, de mutiler et de détruire de façon aveugle. Ma délégation estime que le maintien de leur existence incite les autres États Membres à chercher à les acquérir et à y consacrer des ressources.

Pour le Nigéria, les obligations des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et le respect du système des trois piliers prévu dans son préambule et son article 11 sont de la plus haute importance. Le Nigéria estime qu'un plus large respect de la teneur du Traité servirait une fin utile en permettant de s'attaquer à tous les problèmes associés au désarmement nucléaire, dont la mise au point clandestine de ses grands systèmes et l'avidité liée à leur acquisition et à leur détention. Nous estimons que les États parties doivent également démontrer leur engagement concret en ce qui concerne l'article V du TNP. Nous saluons la philosophie fondamentale du TNP, qui souligne que les États dotés de l'arme nucléaire s'engagent au désarmement nucléaire tandis que les États non dotés de l'arme nucléaire adhèrent au principe de la non-acquisition de ces armes. Ma délégation appelle également les États parties à travailler en faveur du désarmement nucléaire et à soumettre leurs installations et programmes nucléaires aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique au titre de ses accords de garanties.

En outre, le Nigéria estime que la peur d'un affrontement nucléaire entre États dotés de l'arme nucléaire, y compris leur réticence à mettre un coup d'arrêt à la mise au point horizontale et verticale de ces armes, leur manque d'engagement et de volonté politique en ce qui concerne le démantèlement de leurs arsenaux nucléaires, conformément aux articles I et III du TNP, sont extrêmement préoccupants pour la communauté internationale. C'est la raison pour laquelle ma délégation entend saisir cette occasion

pour réitérer les préoccupations du groupe prônant la sortie de l'état d'alerte, présentées plus tôt par la Suisse.

Le Nigéria se félicite également du débat qui a eu lieu sur la question de la sortie de l'état d'alerte pour les armes nucléaires au cours de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires l'année dernière, et il appelle au maintien de l'engagement des États dotés de l'arme nucléaire dans le sens de nouvelles réductions de l'état opérationnel des systèmes d'armes nucléaires.

Nous croyons à l'utilité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) dans le processus global de désarmement nucléaire et appelons à l'élimination de tous les obstacles qui continuent d'en freiner l'entrée en vigueur, 15 ans après son élaboration. Nous appelons par conséquent tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le TICE sans plus de retard, en particulier les États restants de l'annexe 2.

En tant qu'État partie au TNP, le Nigéria continuera de prôner un processus multilatéral et de se joindre aux autres États membres, y compris le Mouvement des pays non alignés et le Groupe des États d'Afrique, pour appuyer le TNP, pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération. La prochaine Conférence d'examen du Traité a lieu dans trois ans mais nous pourrions en promouvoir l'ordre du jour en faisant la preuve de notre engagement de nous atteler à ce processus de façon transparente. Nous appuyons, par conséquent, tout effort international utile aux fins de la réalisation du désarmement nucléaire, y compris les meilleures intentions de l'Assemblée générale de faire avancer la cause du désarmement nucléaire.

Enfin, qu'il me soit permis, au nom du Groupe des États d'Afrique, de me joindre à ceux qui se sont félicités de l'annonce du Secrétaire général concernant le choix de la Finlande comme pays d'accueil de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive. Nous saluons également la nomination d'un facilitateur en la personne de l'Ambassadeur Jaakko Laajava. Le Groupe des États d'Afrique les assure de son soutien en vue du succès de la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite le représentant de l'Indonésie à prendre la parole pour présenter le projet de résolution [A/C.1/66/L.38](#).

M. Dwipayudhanto (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie, Président en exercice de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et Président de la Commission de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, a le plaisir de prendre la parole au nom des 10 États membres de l'ASEAN : le Brunéi Darussalam, le Cambodge, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande, le Viet Nam et mon propre pays, l'Indonésie. Avant de donner lecture de la déclaration que nous faisons au nom de l'ASEAN, nous voudrions féliciter le Sous-Secrétaire d'État finlandais, M. Jaakko Laajava, d'avoir été choisi comme facilitateur et la Finlande d'être le pays d'accueil de la conférence de 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.

L'ASEAN réaffirme que le désarmement nucléaire demeure la plus haute priorité de l'ordre du jour du désarmement de chacun de ses 10 États membres. Le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, qui a été signé à Bangkok le 15 décembre 1995, exprime la détermination de l'ASEAN de contribuer à un désarmement nucléaire général et complet et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales dans la région. Il a été renforcé par l'accession de la Charte de l'ASEAN, en décembre 2010, dans laquelle il est déclaré clairement, à l'article 1, que l'Asie du Sud-Est sera maintenue zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.

Comme l'a expliqué le représentant du Myanmar au nom de l'ASEAN au cours du débat général de la Première Commission (voir [A/C.1/66/PV.4](#)), l'ASEAN joue un rôle de plus en plus déterminant dans le maintien de la paix et de la stabilité de l'Asie du Sud-Est et de la région d'Asie-Pacifique. Nous jouons également un rôle actif en contribuant aux buts et objectifs liés à la réalisation du désarmement général et complet. Nous formons le vœu que nos efforts contribueront indubitablement à la paix et à la sécurité internationales.

En guise d'illustration des efforts collectifs déployés au niveau de l'ASEAN, je me permets, en cette importante occasion, de présenter une nouvelle fois le projet de résolution biennal intitulé « Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) » ([A/C.1/66/L.38](#)). Le projet

de résolution vise à apporter une contribution importante au renforcement du régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Nous espérons que l'adoption du projet de résolution nous rapprochera d'une étape de l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Les 10 États membres de l'ASEAN espèrent sincèrement que la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est peut être considérée comme un pas important vers la réalisation de notre objectif commun d'un monde sans armes nucléaires. À cet égard, l'appui universel de tous les États Membres au projet de résolution et au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est lui-même permettra d'ouvrir la voie à la réalisation de cet objectif. Nous apprécions l'appui continu et sans faille qui a été témoigné à ce texte aux sessions précédentes de l'Assemblée générale. À la présente session, nous espérons que ce soutien nous sera renouvelé par tous nos amis des différentes régions et qu'ils voudront bien également se porter coauteurs du projet de résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur sur la question des armes nucléaires pour la journée. Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse.

M. Najafi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vais essayer d'être très bref. Aujourd'hui, la délégation de la France a réitéré ses allégations infondées contre le programme nucléaire exclusivement pacifique de mon pays. Je rejette catégoriquement ces dires et tiens à faire les remarques suivantes à cet égard.

La France, qui est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), a un long passé de non-respect de ses obligations juridiques et engagements internationaux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. La France, qui, paradoxalement, prône le désarmement et la non-prolifération nucléaires, a effectué de nombreux essais nucléaires sur des sites situés à l'extérieur de son territoire, de l'Afrique du Nord à l'Ouest aux îles du Pacifique à l'Est. Par ces essais, la France a contaminé l'environnement de ces pays et causé des dommages à leurs populations innocentes. En conséquence, la France devrait être tenue responsable de tous ces agissements et contrainte de dédommager les populations touchées et de verser des compensations pour les environnements qu'elle a détruits.

La France est très mal placée pour parler de la question de la non-prolifération dans la région du Moyen-Orient car elle est le premier pays à avoir participé à la prolifération et à avoir transféré ses capacités en matière d'armements nucléaires en aidant le régime sioniste à construire le réacteur Dimona dans les territoires occupés de Palestine, en vertu d'un accord conclu entre ce régime, la France et le Royaume-Uni en 1959, le tristement célèbre Protocole de Sèvres. Le fait que la France ait aidé le régime sioniste à mettre au point des armes nucléaires, qui représentent une menace de premier plan pour la paix et la sécurité, constitue une violation manifeste des dispositions du TNP. D'autre part, la France continue de violer ses obligations en matière de désarmement nucléaire en vertu de l'article VI du TNP puisqu'elle poursuit le développement et la modernisation de son arsenal nucléaire et consacre notamment des millions de dollars au développement de nouveaux sous-marins nucléaires.

Par ailleurs, la France a récemment conclu un accord bilatéral avec le Royaume-Uni pour l'échange d'informations sur les têtes nucléaires et la construction d'installations conjointes de recherche nucléaire, en violation flagrante des articles I et II du TNP. La France est également la première à avoir contribué à la prolifération des missiles au Moyen-Orient. Dans les années 60, la France a secrètement fourni au régime sioniste toutes sortes de technologies et de matériel pour la fabrication de missiles afin qu'il renforce sa capacité en matière de vecteurs d'armes de destruction massive. Selon des experts internationaux, le missile balistique Jéricho I du régime sioniste est inspiré du missile français MD-600. Le fait que la France crie au loup au sein de cette commission face à la prolifération des missiles dans la région ne manque donc pas d'ironie.

Un autre exemple frappant des antécédents de la France en matière de « non-prolifération » est l'assistance qu'elle a fournie au régime dictatorial de Saddam Hussein durant les huit années de guerre imposées à l'Iran, question que j'aborderai plus en détail dans ma déclaration dans le cadre du débat thématique sur les autres armes de destruction massive.

Le Président (*parle en anglais*) : Un certain nombre d'autres délégations ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je leur donnerai la parole à cet effet au début de notre prochaine séance.

La séance est levée à 18 h 5.